



Assemblée générale

Soixante-quatrième session

40^e séance plénière

Lundi 9 novembre 2009, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Treki (Jamahiriya arabe libyenne)

La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 17 de l'ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général (A/64/364)

Projet de résolution (A/64/L.8)

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne, qui va présenter le projet de résolution A/64/L.8

M. Ney (Allemagne) (*parle en anglais*) : La communauté internationale est disposée et déterminée à continuer d'appuyer le peuple afghan dans ses efforts pour tracer sa propre destinée, établir la paix et la sécurité durables et reconstruire son pays malgré les menaces terroristes en cours. C'est le message clef du projet de résolution A/64/L.8 de l'Assemblée générale sur la situation en Afghanistan que j'ai aujourd'hui l'honneur de présenter à l'Assemblée.

Le débat sur le projet de résolution et son adoption nous donnent, en tant que membres de l'Assemblée générale, l'occasion à point nommé de renouveler notre message clair de solidarité internationale pour le peuple afghan.

Comme l'a souligné la semaine dernière le Secrétaire général Ban Ki-moon, nous ne nous laisserons pas dissuader par les récentes attaques ignobles perpétrées à Kaboul par les Taliban contre la

communauté internationale. Nous rendons hommage aux personnes innocentes qui ont perdu leurs vies et nous présentons nos condoléances les plus attristées aux familles et amis des victimes. Nous avons également une pensée spéciale pour tous ces Afghans et toutes les personnes d'autres nationalités qui ont perdu la vie à cause de l'insurrection des Taliban.

L'Afghanistan a fait l'expérience des premières élections présidentielles, entièrement conduites sous la responsabilité des autorités afghanes. La communauté internationale a assisté avec admiration à la manifestation du courage du peuple afghan, qui est allé aux urnes malgré de graves menaces à la sécurité. Nous saluons la conclusion du processus électoral et félicitons le Président Karzai à l'occasion de son deuxième mandat.

C'est à ce point que je voudrais exprimer les sincères remerciements et la profonde gratitude de mon gouvernement au Représentant spécial du Secrétaire général, Kai Eide et à son équipe au sein de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour leur appui aux institutions afghanes pendant les élections. Je voudrais également remercier les forces de sécurité présentes en Afghanistan pour leurs efforts déployés en vue d'assurer la sécurité au cours du processus électoral, dans la mesure du possible. La bonne prestation des médias afghans et des observateurs électoraux afghans mérite en outre des éloges.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Pendant que de graves défis continuent de se poser à l'Afghanistan, nous soulignons que le Président Karzaï devrait rapidement former un gouvernement capable de relever les défis. Nous devons continuer d'encourager tous les acteurs politiques de l'Afghanistan à respecter l'état de droit et à continuer d'assumer la responsabilité de la stabilité et de l'unité de l'Afghanistan. À cet égard, l'Allemagne salue le plus récent engagement pris par le Président Karzaï d'instituer des réformes et de combattre activement la corruption. Nous espérons que des mesures effectives telles que le renforcement de la commission anticorruption seront prises afin de veiller à la bonne gouvernance et de créer un environnement juridique et politique propice à la stabilité ainsi qu'au développement économique et social et à la croissance, grâce à l'investissement privé en Afghanistan.

Le projet de résolution qui nous est soumis est un appel bien équilibré aux États Membres à poursuivre leur coopération avec le Gouvernement afghan, ainsi qu'au nouveau gouvernement « pour construire une nouvelle relation de confiance avec les citoyens en obtenant des résultats concrets et visibles » (A/64/L.8, quatrième alinéa du préambule). Le projet reflète les points de vue exprimés au cours des consultations officielles. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier les nombreuses délégations ayant participé activement aux consultations officielles pour leurs précieuses contributions.

Je voudrais souligner brièvement quatre éléments du projet de résolution qui ont fait l'objet des débats les plus intenses au cours des consultations officielles. Premièrement, toutes les délégations ont indiqué l'importance de la protection des populations civiles. D'une part, le projet de résolution met clairement en lumière le fait que les Taliban, Al-Qaida, ainsi que les autres extrémistes et les groupes criminels sont responsables de la grande majorité des pertes civiles en Afghanistan et continuent leur tactique méprisable qui consiste à utiliser des boucliers humains. D'autre part, il appelle les forces de sécurité à poursuivre leurs efforts plus intenses pour assurer la protection des civils. Cela demandera l'examen continu des tactiques et des procédures, de même que la conduite d'examins a posteriori et d'enquêtes.

Deuxièmement, les délégations ont senti le besoin de rappeler l'importance de respecter les obligations internationales relatives à la promotion des droits des femmes, comme il est inscrit dans la Constitution afghane.

Troisièmement, les délégations ont échangé leurs points de vue sur les chances d'un dialogue politique interne visant à établir une paix durable en Afghanistan. Elles sont d'accord sur le fait que le projet de résolution devrait encourager la réinsertion, la réconciliation et les processus de justice transitoire conduits par le Gouvernement afghan en vue de réinsérer ceux qui sont prêts à renoncer à la violence, à dénoncer le terrorisme, à accepter la Constitution afghane, à s'engager à œuvrer de manière constructive en faveur de la paix, la stabilité et le développement dans le cadre de la Constitution afghane.

Et enfin, quatrièmement, les délégations se félicitent des efforts en cours réalisés par les Gouvernements de l'Afghanistan et des pays partenaires dans la région pour renforcer la confiance et la coopération entre eux. Les délégations encouragent d'autres initiatives afin d'accroître la coopération régionale en vue de promouvoir la sécurité, la stabilité, la paix et le développement en Afghanistan et dans la région.

La deuxième élection présidentielle en Afghanistan a marqué une avancée importante dans l'histoire démocratique du pays. Il est temps pour le peuple afghan et la communauté internationale de dresser le bilan, de regarder vers l'avenir et d'évaluer les défis à relever. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont, ensemble, proposé que le Secrétaire général prenne l'initiative de coprésider une conférence internationale sur l'Afghanistan en collaboration avec le nouveau Gouvernement afghan. Nous apprécions l'appui exprimé par le Secrétaire général à cette initiative, et nous nous félicitons des premières mesures prises à cet égard par le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide.

Si nous voulons réussir, il est extrêmement important de réexaminer conjointement nos objectifs. Ceux-ci doivent inclure la sécurité, la bonne gouvernance, l'état de droit et les droits de l'homme, ainsi que le développement économique et social de l'Afghanistan. Nous devrions convenir de nouveaux repères et délais spécifiques et quantifiables, afin d'établir un cadre commun pour la phase de transition qui se profile vers une plus grande appropriation nationale afghane. Pour parvenir à mettre en place un tel cadre, l'Allemagne s'engage à continuer d'appuyer le peuple afghan et à coopérer pleinement et de manière constructive avec le nouveau Gouvernement afghan. L'Allemagne a l'intention d'accroître sa

contribution aux efforts internationaux de reconstruction en Afghanistan.

L'Allemagne s'associe totalement à la déclaration qui sera faite plus tard par la présidence suédoise de l'Union européenne.

Enfin, je voudrais terminer en remerciant de tout cœur mon collègue, l'Ambassadeur Zahir Tanin, et son Représentant permanent adjoint, M. Erfani Ayoob, de leur confiance, de leur coopération et de leur amitié, dont nous avons eu le privilège de bénéficier.

M. Tanin (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Il y a 30 ans, en décembre 1979, les forces soviétiques entraient en Afghanistan. Depuis lors, l'Afghanistan a été victime d'une guerre, de violences et d'un conflit perpétuels. Des troubles ont constamment éloigné le pays du chemin de la paix et du progrès pour le pousser sous les feux de la scène mondiale. L'Assemblée générale s'est réunie à maintes reprises pour réaffirmer sa solidarité avec le peuple afghan.

Cependant, tandis que nous débattons, les vannes de l'enfer se sont ouvertes en Afghanistan. Alors que c'était autrefois un pays stable, en pleine modernisation et qui représentait un modèle pour les autres États de la région, l'Afghanistan est à présent un nom sans État, un vaste terrain vague jonché de vies brisées. Cent ans de progrès économiques, politiques et sociaux ont été anéantis. Pire encore, 2 millions de personnes ont été tuées et 10 millions d'autres ont fui pour se mettre à l'abri. C'est une véritable tragédie que traversent mon pays et mon peuple. Maintenant, huit ans après la chute des Taliban, huit ans après avoir tous pensé que le long cauchemar national du peuple afghan était enfin arrivé à son terme, la violence menace toujours la vie des Afghans dans de nombreuses régions du pays.

Le projet de résolution (A/64/L.8) dont nous sommes saisis aujourd'hui indique que nous avons pris conscience de notre responsabilité de résoudre la situation en Afghanistan et de réaffirmer la ferme détermination des États Membres à cette fin. Le Gouvernement et le peuple afghans sont profondément reconnaissants de cet appui.

À ce propos, je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance, et remercier tous les membres de leur présence ici aujourd'hui et d'avoir si largement et si fermement appuyé le projet de résolution dont nous sommes saisis. Je voudrais aussi adresser mes plus sincères

remerciements à la Mission allemande, en particulier à l'Ambassadeur Martin Ney, au Conseiller Daniel Krull et à son équipe compétente, pour leurs efforts substantiels et leur aide habile du projet de résolution.

Ces huit dernières années ont été difficiles, mais la situation en Afghanistan s'est profondément améliorée. Il y a huit ans, nous débattions de la manière de construire ce qui n'existait pas encore : un gouvernement, une armée et une force de police, et une vie économique et sociale qui fonctionne. Aujourd'hui, nous discutons de la manière d'améliorer ce que nous avons bâti et de mettre en place un gouvernement compétent et efficace, une armée et une police bien entraînées et une économie productive. Aujourd'hui, le drapeau afghan flotte fièrement à travers tout le pays, ce qui est un exploit substantiel.

Malheureusement, nos progrès ne sont pas suffisants. Nous avons laissé passer trois occasions cruciales.

Premièrement, nous avons laissé passer l'occasion d'éliminer les Taliban, Al-Qaida et les autres terroristes. Après leur première défaite, nous les avons laissés se réarmer et se rassembler dans des sanctuaires hors d'Afghanistan. En conséquence, ils sont revenus nous menacer en 2006, et la situation en matière de sécurité s'est notablement détériorée.

Deuxièmement, nous avons laissé passer l'occasion d'alimenter et renforcer correctement nos efforts. L'Afghanistan a soif de ressources, soif d'attention et soif de contingents. Nos réponses ont été réactives, a posteriori et fragmentées.

Troisièmement, nous avons laissé passer l'occasion de très vite autonomiser les Afghans et de leur permettre d'assumer la responsabilité de leur propre destin. Le Gouvernement et la société civile manquent de capacité, d'expérience et de ressources.

Heureusement, au cours des deux années écoulées, le Gouvernement afghan et la communauté internationale ont commencé à élaborer ensemble une approche commune. Nous commençons à offrir les ressources nécessaires pour lutter contre un retour des Taliban. Nous avons renforcé l'important mandat de coordination de l'ONU. Nous avons entamé le renforcement des capacités pour remédier à la faiblesse de la gouvernance et à la fragilité des institutions. Nous avons renforcé le partenariat avec le Gouvernement élu d'Islamabad, et nous œuvrons de concert à une véritable coopération dans la lutte contre

notre ennemi commun. Enfin, avec la tenue d'élections présidentielles pour la deuxième fois de notre histoire, les Afghans sont de nouveau en mesure de s'exprimer sur leur avenir.

Les élections ont marqué le début d'un nouveau chapitre en l'Afghanistan. Malheureusement, les élections se sont déroulées dans des conditions difficiles. Dans de nombreuses régions, les électeurs ont risqué leur vie pour participer. Malgré cela, cependant, des millions d'Afghans se sont rendus aux urnes, et des millions d'autres ont participé aux débats qui ont ponctué les campagnes.

Les élections ne sont parfaites nulle part, et elles le sont encore moins dans une démocratie émergente menacée par un conflit. Le peuple afghan a travaillé sans faillir, non pas dans l'ombre mais à la tête de nos institutions. Les plaintes et les irrégularités ont été signalées et réglées d'une manière scrupuleusement systématique et juste. Les élections ont été aussi libres que possible, aussi justes que possible et aussi transparentes que possible. Plus important encore, le peuple afghan a fait montre de son respect pour l'état de droit. Tout le pays a attendu patiemment et paisiblement un résultat légal et constitutionnel, et il est à présent disposé à l'accepter. Ce fut une transition pacifique.

La réélection du Président Karzai a mis fin à une période d'incertitude et d'interruption prolongée dans nos efforts de reconstruction et de stabilisation. Le Président élu a souligné, dans son premier discours, la nécessité pour nous de saisir cette occasion unique en son genre. Ces cinq prochaines années, le nouveau Gouvernement afghan établira et honorera deux pactes, l'un avec le peuple afghan et l'autre avec la communauté internationale. Conjugués, ces pactes aideront à forger des partenariats solides et constructifs et mettront l'Afghanistan sur la voie de progrès durables.

Le pacte principal est celui qui sera conclu avec le peuple afghan et fondé sur un engagement constant d'assurer la sécurité physique et économique des Afghans, de mettre en place une bonne gouvernance, de faire respecter l'état de droit et de favoriser le développement économique. Pour atteindre ces trois objectifs, le Président élu, M. Karzai, a défini quatre axes à suivre : participation nationale, réconciliation, afghanisation et lutte contre la corruption.

La nécessité pour les Afghans de prendre le contrôle de leur destin est un point central de ce pacte.

Dans le cadre d'un effort continu de renforcement des capacités et d'élimination de la corruption, les Afghans doivent assumer une plus grande responsabilité en matière de gouvernance, d'état de droit et de protection des droits de l'homme. En formant les forces armées et de police, les Afghans peuvent jouer un rôle plus important dans le maintien de la sécurité, l'application de la loi et la conduite de la lutte contre les stupéfiants.

Le Gouvernement représente tous les Afghans. Le Gouvernement est au service de tous les Afghans. Nous nous engageons à accroître la participation nationale aux processus politique et de reconstruction. En outre, nous continuerons d'accueillir tout Afghan qui souhaite se joindre au processus de paix et respecter la Constitution afghane. En souscrivant ces engagements, le nouveau Gouvernement afghan collaborera activement et de manière constructive avec ses partenaires de la région et l'ensemble de la communauté internationale.

La sécurité est au cœur de tous nos efforts de construction d'un Afghanistan prospère et démocratique. La sécurité n'est pas uniquement une fin en elle-même; c'est également une importante condition préalable au progrès dans d'autres domaines. L'insécurité est un obstacle à la bonne gouvernance et au développement durable, et elle représente la menace la plus grave pour les droits de l'homme. L'insécurité empêche les Afghans de déposer les armes pour se concentrer sur la reconstruction de leurs vies, et elle engendre la corruption, la peur et le désespoir. Nous ne gagnerons jamais la confiance des Afghans s'ils vivent dans un climat de terreur constante. Nous devons avant tout leur donner un sentiment de sécurité.

Cependant, notre objectif n'est pas de tuer tout combattant Taliban. Nous devons conjuguer des stratégies politiques et militaires pour étendre le camp d'action du Gouvernement, former l'armée et la police afghanes, isoler les Taliban de la population, gagner la confiance du peuple et encourager les civils afghans à s'engager dans le processus de paix et de réconciliation.

L'unique force des Taliban, d'Al-Qaïda et de leurs alliés terroristes est leur brutalité. L'Afghanistan a besoin d'une stratégie militaire et civile qui soit axée sur la sécurité du peuple afghan et lui offre une véritable protection contre la menace des Taliban et les conséquences non recherchées des opérations antiterroristes. La nouvelle stratégie de l'OTAN est une avancée prometteuse et probante dans cette direction.

Toutefois, le Gouvernement n'atteindra pas les objectifs monumentaux qu'il s'est fixés en un jour. Nous ne parviendrons à rien en fixant des délais trop courts. Nous ne parviendrons à rien sans l'appui politique, militaire et financier constant de la communauté internationale. Plus important encore, nous ne parviendrons à rien sans une entente mutuelle fondée sur la confiance et la coopération.

Les débats publics qui ont récemment porté sur l'Afghanistan ont mis cette entente à rude épreuve. L'Afghanistan respecte et comprend les préoccupations légitimes de la communauté internationale. Nous demandons au monde de respecter et de comprendre les vues et les préoccupations des Afghans. Toutes les parties prenantes méritent d'avoir des partenaires sincères et crédibles. Nous avons besoin d'un partenariat fondé sur une véritable solidarité.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement afghan s'attachera à construire et à renouveler un second pacte – un pacte avec la communauté internationale. Ce pacte doit reposer sur le fondement solide de notre volonté partagée de rechercher la sécurité, le développement et la bonne gouvernance en Afghanistan et dans la région. Ensemble, nous devons rechercher des stratégies communes rationnelles, dotées de moyens suffisants et qui suivent des calendriers réalistes. À cet égard, nous nous félicitons de l'appel lancé pour l'organisation d'une conférence internationale visant à revitaliser et à renouveler notre partenariat et à jeter des bases solides pour nos futures activités communes. La récente attaque qui a visé à Kaboul des travailleurs dévoués de l'ONU montre que notre partenariat est visé de l'extérieur. Nous devons le renforcer de l'intérieur.

La clef de l'avenir de l'Afghanistan est entre les mains du peuple afghan. Les Afghans sont maîtres de leur destin. Les Taliban ne représentent pas les Afghans. Leur pouvoir est celui de la destruction. Leur force ne repose que sur leur brutalité. Faisons d'une relation solide entre le peuple afghan et la communauté internationale le fondement de nos stratégies. Servons nous du projet de résolution sur l'Afghanistan dont nous sommes saisis aujourd'hui pour être plus exigeants envers nous-mêmes et nos partenaires. Seuls, nous échouons, mais ensemble, nous pouvons et devons réussir.

M. Lidén (Suède) (*parle en anglais*): J'ai l'honneur de m'exprimer au nom de l'Union européenne (UE). La Croatie, l'ex-République yougoslave de

Macédoine, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Serbie, l'Islande, l'Ukraine, la République de Moldova et l'Arménie s'associent à cette déclaration.

L'Union européenne est satisfaite que le processus de l'élection présidentielle soit arrivé à son terme et félicite le Président Hamid Karzai d'avoir obtenu un second mandat. Cet automne, nous avons assisté à d'importants faits nouveaux en Afghanistan. Les premières élections organisées par les autorités afghanes depuis plusieurs décennies ont eu lieu. L'Union européenne a apporté son appui à ces élections et aux institutions afghanes responsables de leur organisation tout au long du processus, et elle va continuer de le faire.

Nous devons tirer des enseignements de ce cycle électoral. L'Union européenne se tient prête à aider l'Afghanistan à examiner et à améliorer le système électoral, en particulier dans la perspective des élections qui doivent se tenir l'année prochaine. Nous notons également que régler certaines des questions relatives au système électoral exigera également une attention à long terme.

Le 27 octobre, l'Union européenne a pris une décision importante en adoptant un plan de renforcement de l'action de l'UE en Afghanistan et au Pakistan. Le plan reflète l'importance stratégique qu'attache l'Union européenne à la région. L'UE va accentuer ses efforts sur les plans stratégique, politique et financier, mais également en fournissant une assistance technique, afin que la situation évolue de manière positive.

L'Union européenne attend que soit formé dans les plus brefs délais un gouvernement crédible et compétent, qui relèvera les principaux défis auxquels est confronté le pays et qui promouvra l'unité nationale afin de retrouver sa légitimité auprès du peuple afghan. L'Union européenne est prête à s'engager rapidement et en profondeur auprès d'un tel Gouvernement, sur la base de son plan d'action.

Le débat sur la résolution annuelle relative à la situation en Afghanistan donne à la communauté internationale l'occasion de réaffirmer son appui au peuple afghan et de l'aider à cheminer vers la paix, la sécurité et la démocratie. Nous remercions l'Allemagne de l'initiative qu'elle a prise une nouvelle fois cette année, et d'avoir rédigé ce projet de résolution de manière si compétente. Le résultat final reflète autant les progrès accomplis que les défis qui

demeurent en Afghanistan, de même que l'appui unanime de la communauté internationale aux efforts déployés par le Gouvernement afghan pour consolider un pays stable et démocratique.

L'Union européenne continue d'appuyer sans réserve le Secrétaire général, son Représentant spécial et tout le personnel de l'ONU dans les efforts importants qu'ils déploient pour aider l'Afghanistan, malgré la perte tragique de vies humaines consécutive à l'attaque suicide qui a visé le personnel de l'ONU le 28 octobre à Kaboul.

L'Union européenne salue un demi-siècle d'engagement de l'ONU en Afghanistan et espère qu'il sera possible, suite à l'examen de sa situation sécuritaire, que la présence de l'ONU sur place retrouve la totalité de ses effectifs. L'Union européenne est consciente de la difficile situation sécuritaire dans laquelle l'Organisation des Nations Unies mène ses activités en Afghanistan et est favorable à la nécessité d'assurer la sécurité des agents de l'Organisation des Nations Unies. Elle attend avec intérêt les prochains débats sur les propositions que va présenter le Secrétaire général à cet égard.

Après l'achèvement du processus électoral et la mise en place d'un nouveau gouvernement, l'Union européenne s'attend à ce que le Gouvernement afghan s'attaque sans tarder aux défis auxquels la nation fait face en élaborant un programme de réforme avec des engagements concrets envers le peuple afghan. Ce programme devrait porter notamment sur l'amélioration de la gouvernance et la lutte contre la corruption, ainsi que sur les problèmes de sécurité et le renforcement de l'état de droit.

L'Union européenne attend d'autre part avec intérêt la conférence internationale, qui donnera au nouveau Gouvernement afghan l'occasion de présenter ses priorités, ses plans et ses engagements. L'Organisation des Nations Unies devrait jouer un rôle de premier plan dans cette conférence. Pour la communauté internationale, ce sera l'occasion d'évaluer et de réaffirmer son engagement en Afghanistan. Ensemble, nous devrions convenir de nouveaux objectifs, indicateurs de progrès et calendriers afin de définir un nouveau cadre pour notre travail en vue d'atteindre notre but commun : un Afghanistan vivant en paix et dans la sécurité.

Les États membres de l'Union européenne sont très impliqués en Afghanistan, et l'Union européenne contribue de manière essentielle à sa reconstruction.

L'Union européenne et ses États membres contribuent presque un milliard d'euros par an aux programmes civils en Afghanistan. Les États membres de l'Union européenne fournissent environ 30 000 hommes à la Force internationale d'assistance à la sécurité, opération autorisée par l'Organisation des Nations Unies, ce qui constitue l'engagement militaire le plus important de l'Union européenne depuis longtemps.

L'objet principal de la présence internationale en Afghanistan est de maintenir un environnement sécuritaire stable afin de permettre le développement du pays. Actuellement, la responsabilité du maintien de la sécurité est assumée conjointement par les forces de sécurité nationale afghanes et la communauté internationale. En fin de compte, notre priorité principale devrait être de permettre aux forces de sécurité nationale afghanes de s'acquitter seules de cette responsabilité. Il va sans dire que l'Union européenne partage l'opinion qu'il faut tout faire pour éviter des victimes civiles.

Renforcer la capacité afghane et l'appropriation nationale des programmes civils reste l'objectif central de l'engagement de l'Union européenne en Afghanistan. Par exemple, l'Union européenne va accroître son appui dans les domaines de la bonne gouvernance, de l'état de droit, y compris la justice, et de la lutte contre la corruption. Nous exhortons le prochain Gouvernement afghan à faire de ces domaines une priorité, et notamment au niveau local. En outre, nous aimerions souligner la nécessité de faire des progrès concrets dans le domaine de la protection des droits de l'homme, y compris les droits des femmes. Nous sommes disposés à soutenir le prochain gouvernement à cet égard.

Le cadre du développement politique, social et économique de l'Afghanistan est constitué par le Pacte pour l'Afghanistan, la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et les principes convenus à l'occasion des Conférences sur l'Afghanistan de Paris et de La Haye. L'Union européenne va accroître ses contributions aux programmes de reconstruction et de développement de l'Afghanistan à travers une approche commune, aussi bien que par la voie bilatérale au niveau de ses États membres.

Il ne fait aucun doute que la stabilité, la sécurité et le développement de l'Afghanistan sont étroitement liés à la situation générale de la région. L'Union européenne est favorable à l'adoption d'une approche

coordonnée au niveau régional et à une coopération renforcée entre l'Afghanistan et ses voisins, spécialement le Pakistan. L'Union européenne reconnaît en particulier le rôle du Pakistan pour la stabilité de la région. Nous nous félicitons des progrès réalisés en ce qui concerne le dialogue bilatéral entre l'Afghanistan et le Pakistan.

L'Union européenne s'attachera à renforcer la capacité et les institutions de l'État afin de promouvoir la bonne gouvernance, les droits de l'homme et une administration publique efficiente, surtout au niveau local. L'Union européenne va mettre l'accent sur le renforcement de l'état de droit en contribuant à la création d'une force de police civile à travers la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan. Nous allons également appuyer la croissance économique, en particulier à travers le développement rural et le renforcement de la coopération régionale. L'Union européenne appuie fermement la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), qui joue le rôle important de coordonnateur des efforts internationaux. Nous sommes conscients que les États membres doivent assister la MANUA à s'acquitter de cette tâche. Nous nous félicitons de la mise en place de nouveaux bureaux provinciaux de la MANUA.

L'Union européenne réaffirme que c'est au Gouvernement et au peuple afghans que revient en premier lieu la responsabilité de développer le pays. Je tiens à assurer l'Assemblée générale que l'Union européenne continuera à participer activement aux efforts faits pour assister l'Afghanistan dans sa quête de la sécurité, de la stabilité et de la prospérité, en étroite coopération et coordination avec la MANUA et les autres acteurs internationaux.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) – la République d'Arménie, la République du Bélarus, la République du Kazakhstan, la République kirghize, la Fédération de Russie et la République du Tadjikistan.

Ces dernières années, les autorités afghanes ont réalisé des progrès certains dans la consolidation de l'État et le renforcement des institutions démocratiques. Les élections présidentielles et locales qui se sont tenues en Afghanistan en sont un exemple frappant. Nous espérons qu'un nouveau gouvernement efficace sera bientôt mis en place.

En ce qui concerne l'attentat perpétré récemment contre les locaux de la Mission de l'Organisation des Nations Unies à Kaboul, nous condamnons énergiquement ces actes terroristes et nous appelons le Gouvernement afghan à garantir un niveau adéquat de sécurité à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan et à toutes les missions étrangères accréditées dans ce pays.

Les nouvelles autorités afghanes auront à faire face à des défis sans précédent. Depuis leur chute, la position des Taliban n'a jamais été aussi forte que maintenant. Al-Qaida est toujours très actif. Il reste encore beaucoup à faire dans le domaine du redressement socioéconomique. La situation sécuritaire est toujours cruciale pour la reconstruction et le développement de l'Afghanistan.

Dans ce contexte, ni les autorités afghanes ni la communauté internationale ne peuvent renoncer aux efforts qu'ils déploient en vue d'isoler les dirigeants extrémistes, surtout ceux qui figurent sur la liste des sanctions établie par le Conseil de sécurité en vertu de la résolution 1267 (1999). Il faudrait uniquement permettre à ceux qui renoncent à la violence, au combat armé et à leurs liens avec Al-Qaida et le mouvement des Taliban, et reconnaissent la Constitution et le Gouvernement légitime de l'Afghanistan, de participer de nouveau à la vie politique normale. Seules les autorités afghanes légitimes devraient avoir le droit de participer aux négociations.

Nos pays attachent la plus grande importance à la lutte contre le trafic des drogues, qui est l'une des sources de financement du terrorisme. Malheureusement, il nous faut reconnaître que les efforts internationaux de lutte contre la production et la distribution illicites des stupéfiants en Afghanistan ne se sont pas encore révélés efficaces. Les troupes internationales qui sont en Afghanistan disposent de tout le matériel nécessaire pour lutter de façon plus efficace contre ce fléau. Nous sommes favorables à une coopération internationale plus étendue pour assurer la mise en œuvre intégrale de la résolution 1735 (2006) du Conseil de sécurité, notamment à l'égard de ceux qui utilisent les ressources provenant de la production de drogues illicites et de précurseurs pour financer les groupes terroristes. La résolution 1817 (2008) du Conseil de sécurité, conçue pour imposer un contrôle international sur la circulation des précurseurs, est toujours d'actualité.

Nous encourageons le Gouvernement afghan à renforcer sa coopération avec l'OTSC en matière de lutte contre la production et le trafic illicites de drogues. Nous sommes convaincus que seule l'implication totale du Gouvernement afghan dans la lutte contre ce fléau permettra de réduire sensiblement la production mondiale de l'opium. Nous estimons qu'il est nécessaire de renforcer considérablement les efforts de lutte contre la drogue, aussi bien à l'intérieur du territoire afghan que sur le territoire des pays voisins, en créant des ceintures de lutte contre la drogue et de sécurité financière, avec la participation des pays voisins.

L'OTSC possède une vaste expérience de la lutte contre la circulation illicite des drogues en Afghanistan. L'une des opérations les plus efficaces et les plus efficaces de la coopération pragmatique des pays de l'OTSC en vue de réduire l'offre interrégionale et internationale des stupéfiants est l'Opération Channel, qui depuis septembre 2008, a acquis le statut permanent d'opération régionale de lutte contre les stupéfiants au sein de l'OTSC.

Chaque année, le nombre de pays participant à l'« Opération Channel » est en hausse. Conformément à la décision des chefs d'État de l'OTSC, la première étape de Channel 2009, opération de prévention complexe, a été mise en œuvre du 22 au 28 septembre. Y ont participé des offices de lutte contre la drogue des États membres de l'OTSC; des représentants habilités des forces de l'ordre de l'Azerbaïdjan, de l'Afghanistan, de la Bulgarie, du Venezuela, de l'Allemagne, de l'Iran, de la Chine, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, des États-Unis, de la Turquie, de l'Ukraine et de l'Estonie; des représentants des services chargés des enquêtes financières des États membres du Groupe Eurasie de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Les représentants des forces de l'ordre de Bulgarie, d'Allemagne, du Venezuela et de Turquie ont participé pour la première fois à cet exercice.

Les participants étaient chargés d'atteindre plusieurs objectifs, en premier lieu celui de démanteler les réseaux illicites de trafic d'opiacés venant d'Afghanistan, de drogues de synthèse venant d'Europe et de cocaïne venant d'Amérique latine vers les pays eurasiatiques, d'interrompre les flux illicites de précurseurs chimiques vers les républiques d'Asie centrale et l'Afghanistan, de confisquer les armes, les munitions et les explosifs illégaux, et d'empêcher le blanchiment de l'argent de la drogue. Ont participé à

l'opération 139 000 agents des offices de lutte contre la drogue, des forces de sécurité, des forces de l'ordre, des forces de police et des services des frontières. Plus de 9 000 groupes d'intervention rapide conjoints et de 7 000 bases fixes ont été créés dans les régions frontalières, avec pour base des installations de transport ferroviaire, aérien et routier. Plus de 2 000 centres de triage ferroviaires et gares, 725 aéroports et près de 4 500 routes ont été fermés.

Les opérations ont été menées dans les régions contiguës à l'Afghanistan. Cela a permis d'intercepter de grandes cargaisons de drogues. Sur la base d'un plan d'interaction et d'échange d'informations qui avait déjà été testé entre le département des opérations du siège de la coordination internationale et le service de contrôle financier russe, un examen des opérations financières dont on soupçonne qu'elles sont liées au trafic de stupéfiants a été organisé. Au cours de l'opération, plus de 30 tonnes de drogues psychotropes, de stupéfiants et d'autres drogues dures ont été saisies. Plus de 6 000 chefs d'inculpation relatifs au trafic de stupéfiants ont été retenus, des poursuites pénales ont été engagées dans plus de 26 000 affaires; 5 400 personnes ont été jugées pour des crimes liés à la vente illicite de drogues, dont 531 appartenaient à des organisations criminelles. Environ 849 armes à feu et plus de 34 000 pièces de munitions ont été saisies.

Le renforcement des zones de lutte contre la drogue devrait être complété par la création de cordons de sécurité financiers autour de l'Afghanistan. Ce n'est pas seulement en saisissant des cargaisons de drogues que nous atteindrons nos objectifs, mais aussi en renforçant le contrôle des virements de fonds transnationaux qui découlent du produit du trafic de drogues illicites, du blanchiment d'argent et d'autres activités criminelles, dont le financement du terrorisme.

Cette année, les États membres de l'OTSC ont participé activement à un certain nombre de forums internationaux importants sur la question de l'Afghanistan, notamment la Conférence spéciale sur l'Afghanistan tenue à Moscou sous les auspices de l'Organisation de Shanghai pour la coopération. L'OTSC est fermement convaincue que l'on ne saurait régler de manière efficace la situation en Afghanistan et résoudre les problèmes graves auxquels le Gouvernement afghan est confronté à moins de l'adoption par la communauté internationale d'une approche intégrée, sous les auspices de l'ONU. Cependant, de tels efforts n'auront pas les effets

escomptés si l'on ne permet pas à Kaboul d'agir plus indépendamment pour régler les problèmes internes de l'Afghanistan, avant tout en créant les conditions nécessaires pour que le Gouvernement afghan puisse se charger de manière autonome de sa sécurité nationale.

M^{me} Juul (Norvège) (*parle en anglais*) : Huit ans se sont écoulés depuis la défaite des Taliban et la reconstruction de l'Afghanistan a commencé. Des progrès ont été accomplis, en particulier dans le domaine socioéconomique. Mais de nombreux Afghans commencent à s'impatienter et disent que presque rien ne se passe et le peu qui se passe arrive trop tard. La détérioration des conditions de sécurité fait souffrir la population et constitue une source de grave préoccupation pour la communauté internationale. Il faut donc se demander comment nous-mêmes et le Gouvernement afghan devons fixer les priorités et comment nous pouvons obtenir de meilleurs résultats. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) joue un rôle clef dans la recherche de réponses constructives à ces questions.

Dans ce contexte, la Norvège compte bien que le projet de résolution A/64/L.8 sur la situation en Afghanistan sera adopté à l'unanimité par l'Assemblée générale. Le large appui à ce projet de résolution parmi l'ensemble des États Membres de l'ONU envoie un message important : la communauté internationale dans son ensemble souhaite que le peuple afghan voie s'améliorer la sécurité, la stabilité politique et le développement.

À la suite de l'attaque meurtrière lancée contre le personnel de l'ONU à Kaboul le 28 octobre, il est impératif que nous appuyions fermement l'action de l'Organisation en Afghanistan. Nous nous félicitons des récents efforts déployés par le Secrétaire général pour protéger le personnel de l'ONU. La Norvège est déterminée à aider l'ONU de façon qu'elle puisse poursuivre son action indispensable en toute sécurité. L'attaque nous a brutalement rappelé que notre objectif commun, la sécurité et la stabilité en Afghanistan, est toujours fort éloigné. Elle nous montre également combien il importe que les efforts de l'ONU, de l'OTAN et de l'ensemble de la communauté internationale en Afghanistan soient prévisibles et s'inscrivent dans une perspective à long terme. Il est véritablement tragique que l'ONU, chargée de promouvoir la paix, stabilité et une meilleure coordination, ait été si durement frappée.

Nous notons avec satisfaction que le rôle clef joué par la MANUA en Afghanistan se traduit par une augmentation sensible du budget de la Mission pour 2010. Ce n'est qu'avec des ressources prévisibles et suffisantes que la MANUA sera en mesure de mettre en œuvre son mandat de manière efficace. Nous ne devrions pas attendre de l'ONU des résultats qui dépassent ce que nous sommes prêts à financer.

L'élection présidentielle afghane de cette année et son lendemain ont clairement montré combien il est difficile de tenir des élections dans des zones touchées par un conflit. Après un processus électoral long et difficile, le Président Karzai prendra ses fonctions en tant que Président de l'Afghanistan le 19 novembre et, peu après, un nouveau Gouvernement afghan sera formé. Les élections terminées, le nouveau Gouvernement afghan doit montrer qu'il cherche véritablement à s'acquitter de ses obligations importantes et fondamentales vis-à-vis du peuple afghan et de la communauté internationale. Sans cela, le nouveau Gouvernement risque de perdre leur appui. La légitimité du nouveau Gouvernement Karzai dépendra des mesures qu'il prendra bientôt et qui seront jugées par le peuple afghan.

Ce n'est pas seulement le peuple afghan qui attend beaucoup du Gouvernement, mais aussi la communauté internationale. Le Président Karzai et le nouveau Gouvernement afghan devront déployer de plus amples efforts et prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la corruption et la culture d'impunité, améliorer la gouvernance, en particulier au niveau local et avec un renforcement de l'état de droit; protéger les droits de l'homme et les droits des femmes; améliorer la situation sécuritaire; et renforcer ses capacités de fournir des services de base au peuple afghan. En tant que membres de la communauté internationale, nous devons être aux côtés du prochain Gouvernement et l'aider à s'acquitter de ces obligations difficiles vis-à-vis du peuple afghan.

M. Sial (Pakistan) (*parle en anglais*) : La délégation pakistanaise souhaite vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance, car elle donne une occasion opportune aux États Membres d'examiner les progrès accomplis dans la réalisation de nos objectifs communs de paix, de stabilité et de développement en Afghanistan. Réaliser cet objectif est pour nous un enjeu vital.

Le Pakistan a d'indissociables liens géographiques, historiques, religieux et culturels avec l'Afghanistan, qui cimentent les destins de nos deux nations. Aucun autre pays n'a autant souffert que le Pakistan des conséquences du conflit et de la tragédie humaine qui se déroulent en Afghanistan. Ce conflit a eu un impact sur le tissu social et économique, perturbé la paix et la tranquillité de nos régions frontalières et donné naissance à la menace commune de l'extrémisme et du terrorisme. Le peuple pakistanais a partagé les peines de ses frères afghans. Nous pensons donc que notre prospérité va de pair avec celle de l'Afghanistan.

La vision que nous avons de nos intérêts stratégiques et économiques communs place le Pakistan et l'Afghanistan dans une position qui leur permettra de devenir à terme le point de convergence des voies de transit les plus courtes et les plus économiques pour le commerce des matières premières, des marchandises et de l'énergie entre l'Asie centrale, l'Asie du Sud et l'Asie de l'Ouest, et au-delà. Nous pensons que notre potentiel économique et commercial restera inexploité si l'Afghanistan n'est pas pacifique et stable, et cette vision renforce nos efforts et notre attachement à la paix et à la stabilité en Afghanistan.

Le Pakistan estime que la paix et le développement économique en Afghanistan ne pourront être instaurés que par un gouvernement stable jouissant de l'appui de la majorité du peuple afghan. Dans ce contexte, le Pakistan attache une importance considérable aux récentes élections présidentielles et aux conseils provinciaux tenus en Afghanistan. Ces élections témoignent de l'attachement du peuple afghan à la démocratie et à l'état de droit. Nous nous sommes félicités de leurs résultats. Le Gouvernement et le peuple pakistanais demeurent attachés au renforcement de nos liens étroits, fraternels et de coopération avec le nouveau Gouvernement afghan dirigé par le Président Hamid Karzai.

La coopération entre le Pakistan et l'Afghanistan embrasse tout l'éventail des relations politiques, économiques et culturelles. Un dialogue se poursuit et des visites ont lieu régulièrement aux niveaux les plus élevés. Au début de l'année, nos deux pays ont signé la Déclaration commune sur les orientations de la coopération bilatérale, qui a ouvert un nouveau chapitre dans nos relations bilatérales. Cette Déclaration est une feuille de route pour nos relations bilatérales, qui nous permettra d'avancer vers un avenir radieux et prometteur. C'est aussi l'expression des

aspirations de nos deux peuples à des lendemains pacifiques, prospères et meilleurs.

En mai dernier, le Pakistan a accueilli la troisième Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan. Vingt-quatre pays et 18 organisations, institutions et organes régionaux et internationaux y ont participé. La Conférence a concrétisé un consensus régional sur des projets de coopération transrégionaux clefs dans les domaines de l'extraction minière, de la santé, de l'énergie, du développement de l'infrastructure, du transit, du commerce, de l'emploi et de la mise en valeur des ressources humaines. Nous suivons de près ces projets et espérons que nos efforts contribueront à aider l'Afghanistan dans ses efforts de développement. Malgré nos propres contraintes financières, nous participons dans une large mesure au développement et à la reconstruction économiques de l'Afghanistan. L'ensemble de notre assistance à l'Afghanistan représente le plus grand programme de coopération du Pakistan avec un autre pays.

Nous attendons également avec intérêt de travailler en coopération étroite avec le nouveau Gouvernement afghan sur des projets bilatéraux clefs que nous avons mentionnés précédemment, notamment la liaison ferroviaire de Chaman à Kandahar, le projet de coopération dans le domaine de l'énergie régionale de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud ou CASA 1000, la liaison ferroviaire entre Hairatan et Mazar-e-Sharif et la création d'une académie des douanes à Kaboul.

Nous sommes également attachés à la coopération en matière de sécurité et de renseignements, notamment grâce à la Commission tripartite, qui comprend les États-Unis et la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Cette coopération est indispensable pour consolider nos avancées dans la campagne contre le terrorisme et l'extrémisme. Nous avons consenti d'énormes sacrifices, plus qu'aucun autre pays, dans cette campagne.

Pour interdire les mouvements transfrontaliers illégaux, ce qui est une responsabilité conjointe, le Pakistan a créé 1 000 postes frontière. Plus de 100 000 soldats sont déployés de notre côté de la frontière avec l'Afghanistan, ce qui a occasionné des dépenses considérables. Nous nous attendons à juste titre à ce que l'Afghanistan et l'OTAN/la FIAS agissent de même en déployant un grand nombre de soldats et en menant de nombreuses patrouilles de leur côté, afin de

contrôler toutes les activités illégales, notamment le terrorisme, le trafic de drogues et la contrebande commerciale.

Les bébés afghans nés dans des camps de réfugiés au Pakistan pendant l'invasion soviétique de l'Afghanistan ont grandi et sont devenus pères. Pendant les trois dernières décennies, le Pakistan a accueilli plus de 3 millions de réfugiés afghans et, malgré les rares périodes de retours volontaires, le Pakistan en abrite encore près de 2 millions. Personne ne doit sous-estimer les immenses coûts sociaux, économiques et en matière de sécurité déjà supportés par le peuple pakistanais, de même que les défis gigantesques qui nous restent à relever.

L'Accord tripartite d'août 2007 conclu entre le Pakistan, l'Afghanistan et le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés contient un cadre sur la réinsertion, et le Pakistan demeure attaché au retour volontaire, progressif, sûr et dans la dignité de tous les réfugiés afghans. Nous insistons toutefois sur la nécessité de renforcer les programmes de réinsertion des réfugiés dans le cadre de la stratégie de développement de l'Afghanistan. Il est nécessaire de déployer des efforts plus soutenus et plus vigoureux pour créer les facteurs d'attraction nécessaires en Afghanistan afin de donner aux réfugiés l'impression qu'ils peuvent rentrer dans leur pays dans la dignité et l'honneur. Nous comptons bien que l'ONU et la communauté internationale faciliteront cet effort en fournissant toutes les ressources nécessaires.

Le dernier rapport du Secrétaire général sur l'Afghanistan (A/64/364) indique que l'insécurité, attisée par une insurrection reposant sur des motivations politiques et exploitée par des criminels et des trafiquants de drogues, est le principal facteur qui entrave les progrès en Afghanistan. Le rapport note que cette menace s'est étendue au nord-est et au nord-ouest du pays. L'insurrection doit être éliminée à titre prioritaire et sans chercher à donner au problème des prolongements extérieurs. C'est un défi complexe et interdépendant qui nécessite une réponse intégrée, cohérente et coordonnée. Une analyse objective et une bonne compréhension de ce problème sont nécessaires pour formuler une réponse efficace.

Dans leur ensemble, la violence et le conflit en Afghanistan émanent des groupes terroristes, des militants étrangers comme Al-Qaïda et des militants Taliban qui ne sont pas prêts à se réconcilier et à abandonner la voie de la violence. Leurs liens avec les

trafiquants de drogues sont de plus en plus faciles à établir. Il faut s'attaquer de front à ces éléments. La coercition doit toutefois s'accompagner d'une approche intégrée qui aborde parallèlement les aspects politiques et économiques. Bien qu'il soit essentiel de s'en remettre à l'appui international, notamment pour ce qui est des besoins de développement, le Gouvernement afghan doit s'approprier vigoureusement ces efforts.

Nous faisons nôtre la conclusion du Secrétaire général selon laquelle la stabilité à long terme en Afghanistan repose sur le renforcement des capacités des institutions sécuritaires du pays : l'Armée nationale afghane, la Police nationale afghane et les ministères concernés. Il est tout aussi important de renforcer les institutions civiles aux niveaux tant central que sous-national. La bonne gouvernance et la primauté du droit sont nécessaires pour lutter contre des problèmes tels que l'indifférence aux besoins de la population, l'exclusion et l'ingérence, qui sont des causes habituelles de plaintes.

Nous sommes heureux de noter que plusieurs indicateurs économiques et sociaux afghans se sont améliorés. Le rapport du Secrétaire général note l'efficacité croissante du Gouvernement afghan pour ce qui est de mettre en œuvre son programme de développement et de rechercher l'assistance des donateurs dans ses initiatives agricoles. La plupart des ces avancées seront éphémères si elles ne sont pas appuyées par un investissement accru dans les programmes de développement.

Le monde doit reconnaître que l'Afghanistan n'a pratiquement pas bénéficié de la croissance et des innovations réalisées ces dernières décennies dans le secteur privé au niveau international. L'Afghanistan reste ainsi exclu de l'économie mondiale. Il est donc temps de rétablir des liens en la matière. À cette fin, la solution réside dans l'engagement des sociétés multinationales et des grandes entreprises dans le développement de projets en Afghanistan, notamment dans les secteurs minier et agricole et au niveau des infrastructures. La communauté internationale, en particulier les pays développés, devraient faire jouer leur potentiel au bénéfice de telles activités. Les bénéfices économiques et politiques de telles initiatives pourraient s'avérer considérables non seulement pour la population afghane, mais aussi pour le reste du monde.

Le Pakistan reconnaît l'importance du rôle de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. L'Organisation des Nations Unies a un rôle important à jouer dans la coordination de l'action internationale globale en Afghanistan. Le Pakistan serait favorable à son renforcement dans le domaine politique et en matière de sécurité. Nous condamnons fermement les attaques terroristes menées contre les membres du personnel de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies et de l'Afghanistan et renouvelons notre appui au Secrétaire général dans ses efforts pour renforcer la sécurité du personnel de l'ONU.

Nous saisissons cette occasion pour remercier la délégation allemande d'avoir conduit le processus des consultations relatives au projet de résolution (A/64/L.8). Nous considérons que ce document traite de toutes les questions pertinentes de manière globale et équilibrée. Nous sommes heureux d'avoir participé à l'élaboration de ce projet de résolution et invitons tous les États Membres à l'adopter par consensus.

M. Askarov (Ouzbékistan) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de la République d'Ouzbékistan en sa qualité de Président de l'Organisation de Shanghai pour la coopération.

Malheureusement, la situation en Afghanistan reste marquée par la multiplication et l'escalade des affrontements et l'intensification des actes terroristes perpétrés par des militants. Les affrontements en Afghanistan demeurent à l'heure actuelle une des principales préoccupations de la communauté internationale et continuent de représenter une menace sérieuse à la sécurité en Asie centrale.

L'Ouzbékistan, en tant que pays frontalier de l'Afghanistan, est pleinement conscient que l'instauration de la paix et de la stabilité dans ce pays est essentielle à la sécurité et offrirait de nombreuses possibilités de régler les problèmes critiques du développement social et économique durable de l'ensemble de la région d'Asie centrale.

Le problème de la production et du trafic de drogues est très préoccupant car, malgré un recul des cultures destinées à la fabrication de stupéfiants et une baisse relative du volume de la production de drogues, il est encore trop tôt pour préjuger d'un éventuel succès dans ce domaine. Nous devons tenir compte du fait que le trafic de drogues est devenu l'une des principales sources de financement des militants et une cause essentielle de la déstabilisation de la situation,

non seulement en Afghanistan mais aussi dans les États voisins.

La dynamique de l'évolution de la situation en Afghanistan indique clairement que le problème afghan ne peut être réglé uniquement par la force armée, en usant des seuls moyens militaires, ou par une militarisation accrue.

Nous prenons note des mesures prises par la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan. À cet égard, il est important que la résolution 1890 (2009), adoptée récemment par le Conseil de sécurité, enjoigne à la FIAS de respecter le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme et de prendre toutes les mesures requises pour garantir la protection des civils.

Il est extrêmement important de respecter pleinement les profondes racines, aussi bien historiques qu'ethnodémographiques, de la population multiethnique de l'Afghanistan, ainsi que ses valeurs traditionnelles et religieuses. Le règlement de problèmes aussi graves que le redressement de l'économie et le rétablissement de l'infrastructure afghanes, anéanties par plus de 30 années de guerre, doit également faire l'objet de la plus grande attention.

L'Ouzbékistan déploie des efforts considérables pour aider l'Afghanistan. Notre pays a construit 11 ponts le long de l'autoroute reliant Mazar-e-Charif à Kaboul, un axe essentiel pour assurer la communication entre le nord et le sud du pays. Début 2002, nous avons rétabli l'approvisionnement en électricité de l'Afghanistan et, en 2008, l'Ouzbékistan a achevé la construction de la ligne électrique à haute tension entre Khairaton, Puli-Khumri et Kaboul, grâce à laquelle la capitale afghane bénéficie d'une couverture totale en électricité.

Le problème du développement des infrastructures de transport et leur intégration dans les projets internationaux de transport et de communication doivent faire l'objet de la plus haute attention. Les membres savent que l'unique liaison ferroviaire existant en Afghanistan dessert la ville ouzbèke de Termez et s'arrête dans la ville de Khairaton. La Banque asiatique de développement a élaboré un projet qui prévoit l'extension de cette ligne ferroviaire jusqu'à la ville de Mazar-e-Charif, et des sociétés ouzbèkes travaillent actuellement sur ce projet. Celui-ci vise à intégrer l'infrastructure des transports de l'Afghanistan non seulement aux réseaux de transports et de communication d'Asie centrale et

de l'ensemble du Caucase, mais également à l'axe reliant Navoi, Turkmenbashi, Bakou et Kars, afin d'atteindre les marchés européens et le port maritime turc de Mersin, ce qui donnerait accès à l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient. La mise en œuvre de ce projet devrait favoriser un développement rapide des échanges commerciaux mutuels, ainsi qu'une hausse des investissements dans la région.

L'Ouzbékistan considère qu'un règlement pacifique de la situation en Afghanistan ne peut être réalisé sans la participation des Afghans à ce processus. Nous sommes convaincus qu'en l'absence de réconciliation et d'assentiment nationaux et sans consolidation de l'ordre hiérarchique dans l'État, il sera impossible d'améliorer sensiblement la situation dans le pays et d'apporter des changements radicaux.

Dans ce contexte, la création de mécanismes internationaux efficaces de coopération multilatérale, qui soient en mesure d'appuyer les efforts de stabilisation et de faire participer les pays frontaliers, tous les États concernés et les organisations internationales, sera déterminante à maints égards pour trouver une solution aux graves problèmes de l'Afghanistan.

Le règlement de la question afghane pourrait être facilité par la création, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'un groupe de contact « 6+3 » auquel participeraient des représentants plénipotentiaires des pays frontaliers de l'Afghanistan ainsi que la Russie, les États-Unis et l'OTAN. Le Président de la République d'Ouzbékistan, M. Islam Karimov, a souligné à diverses reprises que la mise en place d'une telle initiative impliquant la participation des pays voisins permettrait de parvenir à un accord à la fois en Afghanistan et autour du pays.

Des mesures importantes ont déjà été prises dans ce sens par l'Organisation de Shanghai pour la coopération. Il est particulièrement important de souligner les résultats de la conférence spéciale organisée à Moscou, en mars 2009, sous l'égide de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, ainsi que la coopération entre l'Organisation de Shanghai pour la coopération et l'Afghanistan, dans le cadre du protocole signé à Beijing en 2005 par cette organisation et la République islamique d'Afghanistan, en vue de créer un Groupe de contact Organisation de Shanghai pour la coopération-Afghanistan.

Compte tenu de ces éléments, l'Ouzbékistan appuie le projet de résolution de l'Assemblée générale

relatif à l'Afghanistan (A/64/L.8), parrainé par de nombreux pays. Nous espérons que ce document sera adopté à l'unanimité, ce qui contribuera à la consolidation des efforts internationaux en Afghanistan.

M. Towpik (Pologne) (*parle en anglais*) : La Pologne s'aligne sur la déclaration relative à la situation en Afghanistan prononcée au cours de ce débat par le représentant de la Suède au nom de l'Union européenne. Je voudrais faire quelques autres observations sur cette question cruciale au nom de mon pays.

Le débat annuel sur la situation en Afghanistan fournit une occasion unique de souligner le rôle que joue l'ONU dans le processus de stabilisation et de reconstruction de ce pays. La Pologne se félicite du projet de résolution (A/64/L.8) présenté par le représentant de l'Allemagne. Le rôle de coordination de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et les activités menées par le Représentant spécial, M. Kai Eide, bénéficient de notre plein appui et de notre respect.

Dans ce contexte, je voudrais rendre hommage aux membres de la MANUA qui ont perdu la vie ou ont été blessés lors de l'attentat terroriste qui a récemment visé le personnel de l'ONU à Kaboul en octobre. Je présente mes sincères condoléances aux familles des victimes, au Secrétaire général, au personnel de l'ONU ainsi qu'au peuple et au Gouvernement afghans. Mon gouvernement réitère sa détermination à lutter contre toutes les formes de terrorisme et condamne énergiquement tous les actes terroristes, en particulier ceux dirigés contre les personnes qui œuvrent en faveur de la stabilité et de la sécurité du pays. Je voudrais souligner que mon gouvernement appuie pleinement l'initiative récente du Secrétaire général de renforcer la sécurité du personnel de l'ONU.

Les 12 mois qui se sont écoulés depuis le dernier débat que nous avons tenu sur l'Afghanistan dans cette salle ont été marqués par des efforts considérables et par un certain nombre de faits nouveaux importants, positifs ou négatifs, survenus dans ce pays. La Pologne souscrit à l'analyse du Secrétaire général et fait siennes les recommandations qui figurent dans son dernier rapport en date sur la situation en Afghanistan (A/64/364). Nous accueillons favorablement les objectifs et indicateurs de progrès présentés en annexe au rapport, et qui peuvent être un instrument utile pour mesurer les progrès obtenus. Nous espérons que ce

nouvel instrument contribuera à améliorer la coordination et à accroître l'efficacité de nos efforts conjoints.

Nous suivons attentivement le processus relatif aux élections à la présidence et aux conseils de province, qui constitue indubitablement une étape capitale dans les efforts de stabilisation et d'édification de l'État. En dépit de tous les problèmes, le fait que les élections ont eu lieu, même dans un climat très difficile, complexe et dangereux, la participation des jeunes et la mobilisation de l'opinion publique dans la campagne électorale nous autorisent à manifester un optimisme prudent. Nous déplorons les nombreuses irrégularités électorales et la fraude, mais dans le même temps nous louons la Commission du contentieux électoral et la Commission électorale indépendante pour le travail qu'elles ont accompli afin de recenser les cas de fraudes et d'irrégularités, d'enquêter et de se prononcer sur ceux-ci. Le facteur temps est crucial. La Pologne espère qu'un nouveau Gouvernement afghan pourra être rapidement formé sur la base d'une alliance politique large, et qu'un nouveau pacte pourra être scellé entre le Gouvernement et le peuple afghans.

La Pologne déplore la recrudescence actuelle du nombre d'incidents violents par rapport aux années précédentes. Nous notons que la situation en matière de sécurité dans les régions du sud et de l'est du pays reste plus complexe et plus délicate que dans les autres régions. Toutefois, le recul de la sécurité est perceptible dans tout le pays. À cet égard, nous déplorons sincèrement les pertes en vies civiles. Dans le même temps, il convient de souligner que, comme l'indique le rapport du Secrétaire général, les Taliban et autres éléments antigouvernementaux sont responsables de près des trois quarts des morts parmi la population civile. Nous souscrivons pleinement aux propos du général McChrystal, qui a affirmé que la protection de la population afghane est un élément central et fondamental de la présence internationale en Afghanistan.

La Pologne est présente en Afghanistan depuis mars 2002. La participation de mon pays découle de notre sentiment de responsabilité face à la situation qui règne dans ce pays, laquelle continue de faire peser une menace sur la paix et la sécurité internationales. Nous sommes pleinement conscients du fait qu'assumer la responsabilité des processus de stabilisation et de reconstruction représente un engagement de longue haleine. En 2008, la décision d'accroître

considérablement la participation polonaise avait fait porter à 1 600 le nombre des soldats que nous fournissons à la Force internationale d'assistance à la sécurité. Récemment, en avril 2009, le Gouvernement polonais a décidé de porter ce chiffre à 2 000, auquel s'ajoutent quelque 200 soldats de réserve pouvant être déployés en cas d'urgence. Par ailleurs, depuis l'automne 2008, la Pologne a pris la responsabilité d'assurer la sécurité dans la province de Ghazni.

La Pologne accroît progressivement sa participation à ce que nous estimons être une tâche essentielle, à savoir la formation des forces de sécurité nationales afghanes. Mon pays a déployé trois équipes de liaison opérationnelle militaire pour former l'Armée nationale afghane et deux équipes internationales de police pour offrir un encadrement à la Police nationale afghane. En outre, la Pologne participe à la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan depuis son lancement en 2007.

Outre son engagement militaire, la Pologne a repensé sa participation en fonction d'une démarche globale visant à allier de manière efficace la coopération civile et militaire. En conséquence, notre présence militaire a été complétée par des éléments civils. Depuis l'été 2008, une équipe polonaise composée de 30 civils est déployée au sein de l'équipe de reconstruction provinciale que les États-Unis dirigent dans la province de Ghazni.

De plus, depuis 2002, la Pologne fournit à l'Afghanistan une aide au développement. En 2009, la Pologne a versé près de 12,5 millions de dollars à l'objectif de reconstruction de ce pays, soit cinq fois plus que la somme allouée en 2008. Le fait que depuis juillet 2009, la Pologne participe aux travaux du Conseil commun de coordination et de suivi est perçu par mon gouvernement non seulement comme une reconnaissance de nos efforts de coopération avec l'Afghanistan en matière de développement, mais aussi et surtout comme un encouragement à accroître notre participation pour continuer d'appuyer le processus de stabilisation et de reconstruction de ce pays.

Les problèmes auxquels nous nous heurtons en Afghanistan sont une source de préoccupation majeure pour tous les États Membres de l'ONU. Cette communauté d'intérêt nous donne des raisons d'espérer que les efforts concertés de l'ensemble de la communauté internationale produiront de nouveaux progrès sur la voie de la reconstruction et de la stabilisation de l'Afghanistan.

M. Apakan (Turquie) (*parle en anglais*): Je voudrais tout d'abord indiquer que nous sommes satisfaits du projet de résolution (A/64/L.8) que l'Assemblée générale a l'intention d'adopter ce matin. Nous voudrions remercier l'Allemagne d'avoir facilité un consensus sur ce texte. Nous sommes heureux d'en être coauteurs. Il s'agit d'un document équilibré qui reflète à la fois les progrès accomplis et les difficultés qui subsistent en Afghanistan.

Je voudrais exposer la position de la Turquie concernant la situation en Afghanistan. Ce pays traverse une période décisive, mais la Turquie est optimiste quant à son avenir. La situation est certes difficile, mais nous devons continuer d'aider nos frères et sœurs afghans. Les attaques terroristes qui ont délibérément visé la Mission de l'ONU pendant les récentes élections ne doivent pas nous faire baisser les bras. Cela devrait seulement renforcer notre détermination à aider le peuple afghan à instaurer une paix et une stabilité durables. La Turquie condamne dans les termes les plus vifs l'attaque terroriste perpétrée contre l'ONU le 28 octobre. Nous présentons nos condoléances à la famille des Nations Unies et aux familles des victimes. Nous souhaitons une prompte guérison aux blessés. Nous saluons le courage du personnel des Nations Unies et du personnel afghan et nous partageons également la douleur du peuple afghan.

Le maintien d'une forte présence de l'ONU est de la plus grande importance pour le succès de l'entreprise menée en Afghanistan. À ce stade, nous devons continuer à appuyer le Secrétaire général par tous les moyens; et nous devons, d'abord et avant tout, examiner la question de la sécurité du personnel.

La Turquie est convaincue que tôt ou tard, le peuple afghan connaîtra un avenir pacifique et prospère. C'est pourquoi les élections ont été un jalon important dans la lutte contre le terrorisme et les efforts visant à instaurer la stabilité dans le pays. Les élections ont été cruciales. Tout le monde savait qu'elles ne seraient pas faciles. Le plus important, c'est que pour la deuxième fois, ce vaste pays a tenu des élections. Il est indéniable que chaque expérience électorale constitue un nouveau progrès dans le renforcement de la démocratie. Les élections ont été possibles grâce au courage et à la détermination du peuple afghan, confronté à des conditions difficiles. La Turquie félicite le Président Karzai pour sa réélection et espère que la période à venir sera plus propice au peuple afghan.

Maintenant que les élections sont terminées, le nouveau Gouvernement doit englober la nation tout entière. La Turquie espère que le Gouvernement tendra la main à tous les groupes ethniques grâce à l'adoption de politiques participatives et que tous ceux qui se sont présentés contre le Président Karzai durant les élections accorderont leur appui au nouveau Gouvernement. Après ce processus électoral, il est très important que l'Afghanistan s'attache de nouveau au plus vite à renforcer l'unité nationale et à reconstruire le pays.

Je voudrais également évoquer brièvement les relations turco-afghanes. Nos relations avec l'Afghanistan sont exceptionnelles en ce qu'elles reposent sur des liens historiques et culturels très anciens. La Turquie continue de mener des opérations humanitaires de grande ampleur. Nous faisons partie de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et, à compter du 1^{er} novembre, nous avons assumé le commandement de la Force à Kaboul pour une période d'un an. À cette occasion, nous avons presque doublé les effectifs de nos contingents. Nous avons également une équipe de reconstruction provinciale dirigée par des civils à Wardak.

La Turquie continue de mettre en œuvre un programme d'aide intensif en faveur de la paix et de la prospérité du peuple afghan et a l'intention d'accroître ses opérations humanitaires. Il faut en priorité renforcer les capacités de l'Afghanistan ainsi que l'appropriation nationale dans le secteur civil. Et la Turquie continuera de déployer tous ses efforts pour appuyer les activités de l'ONU dans le pays. En 2010, nous serons le pays coordonnateur au Conseil de sécurité pour ce qui concerne l'Afghanistan, et nous avons l'intention de faire fond sur la dynamique positive instaurée par le Japon avec l'aide de l'ONU et d'apporter également notre contribution à la stabilité de l'Afghanistan par l'entremise du Conseil de sécurité.

De l'avis de la Turquie, il faut adopter sur le long terme une approche globale qui inclut sécurité, gouvernance, état de droit, droits de l'homme et développement économique et social. Toutes ces questions sont interdépendantes, et il faut accorder une attention particulière aux quatre domaines suivants : un développement économique global qui ait un effet visible sur les conditions de vie de la population; une armée et des forces de police afghanes fortes capables de diriger et de contrôler la sécurité nationale; une réconciliation nationale générale en vue de renforcer la

paix et la stabilité dans le pays; et des systèmes éducatif et judiciaire modernes afin de lutter efficacement contre toutes les formes d'extrémisme.

La coopération régionale est également une nécessité pour la réalisation de nos objectifs en Afghanistan. La communauté internationale doit encourager et favoriser une telle coopération. Pour notre part, en avril dernier, nous avons accueilli en Turquie le troisième Sommet trilatéral entre l'Afghanistan, le Pakistan et la Turquie. Pour la première fois, des responsables de la sécurité et des services de renseignement se sont réunis, ainsi que les Présidents des trois pays. Nous avons accueilli les 24 et 25 août à Istanbul la réunion des hauts responsables des Amis d'un Pakistan démocratique et la réunion des ministres des affaires étrangères, puis la réunion des envoyés spéciaux de l'Afghanistan et du Pakistan. Nous sommes favorables à une approche coordonnée au niveau régional et à une coopération renforcée entre l'Afghanistan et ses voisins. À cette fin, nous poursuivrons nos efforts régionaux afin de contribuer à la stabilité de la région.

M^{me} Ataeva (Turkménistan), Vice-Présidente, assume la présidence.

La Turquie est persuadée que la stabilité du pays et son harmonie sociale et politique se renforceront au cours de la prochaine période. La Turquie sera toujours prête à aider le peuple ami et frère de l'Afghanistan et elle est convaincue qu'il surmontera les difficultés auxquelles il est confronté dans l'unité et la solidarité. Nous devons également renforcer les espoirs et les attentes du peuple afghan. Si la communauté internationale ne rallie pas la sympathie et l'adhésion du peuple afghan, paix et stabilité demeureront des objectifs inaccessibles.

Nous ne pouvons pas échouer en Afghanistan. Nous devons réussir et nous sommes certains que ce sera le cas.

M^{me} AlRashoud (Koweït) (parle en arabe) : Ma délégation tient d'emblée à féliciter le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, pour les efforts sincères et continus qu'il déploie pour la réussite de l'entreprise menée en Afghanistan. Ma délégation apprécie au plus haut point le rôle central de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan dans la direction et la coordination des efforts déployés dans ce pays.

L'État du Koweït dénonce tous les actes de violence et les attentats-suicides commis en Afghanistan, et condamne avec fermeté les attaques terroristes lancées à la fin du mois dernier contre une maison d'hôtes de l'ONU qui a fait cinq morts parmi des employés de l'ONU dont les fonctions consistaient notamment à aider les équipes électorales et à mener d'autres activités sur le terrain qui contribuaient au maintien de la paix et de la sécurité. Il dénonce également le fait que les missions des Nations Unies sont de plus en plus souvent visées, ce qui a fait un nombre croissant de victimes parmi les civils afghans, les membres des organismes internationaux d'assistance et tous ceux dont le travail consiste à acheminer l'assistance humanitaire sur le terrain.

L'État du Koweït salue l'engagement pris par le Secrétaire général de poursuivre les efforts de l'ONU en faveur de l'Afghanistan, car il est du devoir moral de l'Organisation de fournir une aide humanitaire terriblement nécessaire, tout en réaffirmant la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale du pays.

L'État du Koweït se félicite de l'adoption de la résolution 1868 (2009) du Conseil de sécurité le 23 mars, de la déclaration faite le 15 juillet par le Président du Conseil de sécurité sur la situation en Afghanistan (S/PRST/2009/21), et de toutes les résolutions internationales pertinentes.

L'État du Koweït félicite également le Président Hâmid Karzai de son élection à un nouveau mandat, et lui souhaite un plein succès dans la direction du pays et l'instauration de la stabilité, de la sécurité et du progrès en Afghanistan, tout en affirmant sa souveraineté.

Nous remercions également le représentant de l'Allemagne d'avoir présenté le projet de résolution A/64/L.8 sur la situation en Afghanistan, dont mon pays est coauteur. Nous soulignons l'importance du rôle fondamental et impartial joué par l'ONU pour promouvoir la paix et la stabilité en Afghanistan et assurer la direction des efforts de la communauté internationale.

Le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (A/64/364), fait état de gains et de progrès dans certains domaines, tels que le déminage, les efforts de diminution de la culture de l'opium et pour étoffer l'armée afghane et les forces de police; pourtant, l'évolution des conditions de vie de la population afghane est à peine perceptible, ce qui

aggrave le désespoir des civils. En outre, le lien puissant qui existe entre le commerce de la drogue et les activités terroristes de groupes extrémistes menace gravement la sécurité, l'état de droit et le développement.

C'est pourquoi l'État du Koweït appelle tous les États Membres, l'ONU et les organisations non gouvernementales à continuer de fournir toute l'aide possible, en coordination et coopération étroites avec le Gouvernement afghan, conformément à sa stratégie nationale de développement.

Dans ce contexte, nous faisons mention des contributions qu'apporte l'État du Koweït à la reconstruction des infrastructures de base en Afghanistan. Le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe a fait un prêt d'un montant de 30 millions de dollars, honorant ainsi l'engagement pris par le Gouvernement koweïtien à la conférence des pays donateurs tenue dans la capitale du Japon, Tokyo. Sur ce montant, 15 millions de dollars ont été affectés au projet de reconstruction et de remise en état de la route de Kandahar à Spin Boldak, et les 15 autres millions ont été versés au Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan. La société du Croissant-Rouge koweïtien a également apporté au cours des dernières années des contributions d'un montant dépassant 6,5 millions de dollars. Diverses associations locales et comités de bienfaisance du Koweït continuent pour leur part de fournir une aide à l'Afghanistan.

Pour terminer, nous formons le vœu que l'ONU poursuive ses efforts et qu'elle continue d'aider le Gouvernement afghan à consolider la paix et la stabilité en Afghanistan, ce qui aura un impact positif dans la région et permettra à ce pays de retrouver son rôle naturel dans le concert des nations.

M. Normandin (Canada) : Le Canada est heureux de coparrainer aujourd'hui le projet de résolution A/64/L.8 sur la situation en Afghanistan. Encore une fois cette année, nous accueillons avec enthousiasme le fait que le projet de résolution soit adopté par consensus, réaffirmant ainsi l'engagement collectif de tous les États Membres de l'ONU envers l'Afghanistan. Ce projet de résolution exprime notre espoir et notre volonté de voir l'Afghanistan continuer de progresser dans sa quête pour assurer une vie meilleure à son peuple, avec l'appui de la communauté internationale.

Nous sommes conscients des défis auxquels l'Afghanistan et la communauté internationale sont confrontés dans leurs efforts pour réaliser ce progrès. Dans ce contexte, le Canada tient à présenter ses plus sincères condoléances aux familles et aux amis des victimes du récent attentat contre les Nations Unies, à Kaboul. Nous exprimons également nos condoléances aux familles et aux amis de tous les Afghans et de tous les civils et militaires de bien des pays ici présents aujourd'hui qui ont perdu la vie dans les affrontements en Afghanistan. Nous condamnons le mépris qu'affichent les insurgés pour la vie humaine et pour tous les efforts et les sacrifices consentis par un si grand nombre pour bâtir un meilleur avenir pour l'Afghanistan. Les Canadiens sont attristés par leurs pertes. Le Canada aussi a fait des sacrifices. Malgré tout, notre détermination à aider les Afghans à retrouver la paix et la stabilité ne faiblira pas.

En dépit des problèmes qui existent en Afghanistan, il est important de se rappeler que la situation a évolué de façon positive à certains égards. À preuve, les avancées dans les domaines de l'éducation et de la santé depuis la chute des Talibans en 2001. En outre, comme l'a fait remarquer le Secrétaire général dans son rapport de septembre (A/64/364), l'Afghanistan a enregistré de véritables progrès cette année dans les domaines suivants. Avec le soutien de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et de la communauté internationale, les forces de sécurité afghanes assument de plus en plus la responsabilité de leur propre sécurité et la protection de la population afghane. Des ministres déterminés occupant des postes clefs ont permis de faire avancer sensiblement certains dossiers, notamment au chapitre du maintien de l'ordre, de l'agriculture et du développement rural. Les recettes du Gouvernement afghan ont aussi fortement augmenté cette année. Parallèlement, la production d'opium a diminué dans le pays, et l'économie est stimulée par des campagnes dynamiques d'« achat local ».

(l'orateur poursuit en anglais)

La poursuite de cette progression exigera une relation de confiance renouvelée entre le Président Karzai, le Gouvernement afghan et les citoyens afghans. Les élections en Afghanistan ne se sont pas déroulées sans heurt, mais le Canada reconnaît le bien-fondé de la décision prise par la Commission électorale indépendante de ne pas tenir un deuxième tour de scrutin et félicite les citoyens afghans qui ont fait entendre leur voix.

À l'instar de ses partenaires internationaux, le Canada attend du Président Karzai et du nouveau Gouvernement qu'ils s'emploient dans les plus brefs délais à asseoir la légitimité de l'appareil gouvernemental à tous les échelons. Pour y arriver, le Gouvernement afghan doit se fixer des objectifs réalistes, centrés sur les besoins du peuple afghan. La réalisation de ces objectifs exigera la nomination de ministres et de gouverneurs efficaces et crédibles. Nous attendons du Gouvernement afghan qu'il déploie des efforts sérieux, crédibles et visibles pour améliorer la bonne gouvernance, lutter contre la corruption et promouvoir et protéger les droits de la personne.

Nos attentes à l'égard du Gouvernement afghan sont élevées, mais elles s'inscrivent dans la poursuite de notre travail pour rebâtir l'Afghanistan grâce à un effort concerté, mené avec le Gouvernement afghan, le peuple afghan et la communauté internationale.

Le Canada a transformé avec succès ses activités en Afghanistan en une mission militaire et civile pleinement intégrée. Nous voulons obtenir des résultats mesurables à Kandahar, où nos efforts sont concentrés, mais aussi dans l'ensemble du pays, puisque la moitié de notre aide au développement est consacrée à des programmes nationaux. Le Canada continue d'enregistrer des progrès dans ses trois projets de premier plan : la construction d'écoles, la réfection du barrage Dahla, qui est en bonne voie, et la vaccination des enfants contre la polio à Kandahar et dans tout le pays.

En outre, notre opération de stabilisation, qui vise à accroître la sécurité dans la ville de Kandahar et ses banlieues densément peuplées, a permis au projet pilote du village de Deh-e-Bagh de bénéficier d'une stabilité accrue. Nous avons chassé les éléments insurgés, lancé des projets d'infrastructures de base et collaboré avec les forces de sécurité afghanes afin de sécuriser, à long terme, le village et ses environs.

Les résultats tangibles de nos efforts sont encourageants. Cela dit, il reste encore de nombreux défis de taille à relever. Les forces insurgées redoublent de violence pour tenter de faire dérailler les efforts de reconstruction; les progrès sont lents dans de nombreux domaines, comme la gouvernance et la primauté du droit; et l'accès des travailleurs humanitaires aux populations vulnérables est de plus en plus restreint.

Au vu de ces problèmes, nous appuyons l'ONU en tant que voix de la communauté internationale en

Afghanistan. Nous sommes encouragés de voir que la violence n'a pas détourné l'ONU de son rôle moteur en Afghanistan, et nous tenons à saluer tout spécialement le Représentant spécial, M. Kai Eide, et son équipe pour leurs efforts inlassables.

Nous invitons la communauté internationale à serrer les rangs derrière la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et à lui fournir les outils nécessaires pour poursuivre son travail en Afghanistan, y compris son rôle important de coordination et de rayonnement dans les régions plus difficiles du pays.

Pour finir, même si nous devons continuer à être réalistes en ce qui concerne les difficultés que nous rencontrons en Afghanistan, nous devons garder notre détermination collective et continuer à travailler avec le Gouvernement afghan, l'ONU et la communauté internationale afin d'assurer un avenir plus radieux et plus sûr au peuple afghan.

M. McLay (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*): La Nouvelle-Zélande salue les progrès réalisés en Afghanistan depuis l'année dernière à pareil moment et félicite en particulier le peuple et le Gouvernement afghans d'avoir tenu la première élection organisée totalement par les autorités afghanes. Si la Nouvelle-Zélande a été préoccupée par le niveau de fraude qui a entaché cette élection, nous nous félicitons du respect des parties pour le processus de dépôt de plaintes électorales.

La Nouvelle-Zélande estime que l'attention doit maintenant porter sur les moyens d'assurer un avenir sûr et sécurisé à l'Afghanistan. À cet effet, nous appelons le Président Karzai à former rapidement un nouveau gouvernement inclusif, crédible et effectif. Nous l'encourageons, avec l'appui de la communauté internationale, y compris la Nouvelle-Zélande, à bâtir une relation renouvelée avec le peuple afghan en se penchant sur les graves problèmes qui se posent au pays en matière de sécurité, de gouvernance, de corruption, des droits de l'homme, de développement, de justice et de stupéfiants. La Nouvelle-Zélande exhorte également le Gouvernement à faire en sorte que la législation entrée en vigueur immédiatement avant les élections respecte ses obligations internationales en matière de droits de l'homme, en particulier ceux qui protègent les femmes et les enfants.

La Nouvelle-Zélande condamne fermement la récente attaque de Kaboul contre le personnel des

Nations Unies et nous exprimons notre sympathie pour les victimes et pour leur famille. La Nouvelle-Zélande est d'accord avec le Secrétaire général sur l'importance de la protection du personnel des Nations Unies, qui opère souvent dans des environnements éprouvants et dangereux, déployant des efforts pour bâtir un avenir sécurisé pour l'Afghanistan. Et même si nous acceptons qu'il soit nécessaire que le personnel soit réinstallé ailleurs, nous saluons néanmoins l'engagement du Secrétaire général que l'ONU ne sera pas détournée de jouer son rôle important en Afghanistan.

La situation sécuritaire, en particulier dans le sud et dans l'est, continue d'entraver sérieusement le développement en limitant la portée de l'action du Gouvernement afghan et des institutions humanitaires et en freinant leur capacité à améliorer la vie du peuple afghan. Les capacités de l'armée et de la police doivent être renforcées afin de pouvoir remédier à la situation sécuritaire qui se détériore et, à cet égard, nous saluons l'accent mis de nouveau par le commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), le général McChristal sur la formation et l'encadrement. En fait, donner aux forces afghanes les moyens de diriger les efforts dans le domaine de la sécurité en Afghanistan est un élément clef pour la communauté internationale, et la Nouvelle-Zélande fait ce qui lui incombe pour respecter cet engagement.

Bien que la Nouvelle-Zélande soit confrontée à d'autres problèmes de sécurité plus près de son territoire, les Forces de défense de la Nouvelle-Zélande ont dirigé l'équipe provinciale de reconstruction dans la province de Bamyan pendant plus de six ans. L'équipe est en train de renforcer les capacités de la Police nationale afghane afin qu'elle puisse assumer la responsabilité de la sécurité dans la province. En outre, nous avons récemment déployé nos forces spéciales à Kaboul pour travailler en collaboration avec l'Unité afghane de réponse à la crise. Le redéploiement et notre action dans l'équipe de reconstruction de la province de Bamyan démontre que nous souhaitons de longue date promouvoir la sûreté et la sécurité du peuple afghan.

Parallèlement, la Nouvelle-Zélande est en train d'étendre son assistance civile à l'Afghanistan, en se concentrant particulièrement sur l'activité agricole à Bamyan. Nous continuons de même à appuyer les programmes de subsistance rurale, les services d'éducation et le renforcement des capacités des

organisations provinciales, gouvernementales, non gouvernementales et de la société civile.

Tout en saluant les progrès réalisés au cours des récentes années, nous croyons qu'un engagement continu et soutenu de la communauté internationale restera nécessaire pour aider les Afghans à bâtir un avenir positif. La Nouvelle-Zélande s'engage à jouer son rôle pour assurer ce résultat au peuple afghan.

M. Khazae (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*): Je voudrais exprimer ma reconnaissance au Secrétaire général, à son Représentant spécial, M. Kai Eide, et à tous leurs collègues de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour leur engagement ferme et leur grand dévouement au renforcement de la paix et de la sécurité en Afghanistan.

Le rôle central de l'ONU dans la coordination des efforts internationaux en Afghanistan est primordial et bénéficie de notre plein appui. Je voudrais ici saluer l'héroïsme ainsi que les sacrifices du personnel des Nations Unies en Afghanistan et présenter mes condoléances à la famille des Nations Unies à l'occasion du décès de membres du personnel des Nations Unies au cours de la récente attaque terroriste perpétrée contre la maison des hôtes, le 28 octobre.

La République islamique d'Iran salue les récentes élections présidentielles tenues en Afghanistan et félicite le peuple afghan pour sa participation active à cette élection historique et S. E. M. Karzai à l'occasion de sa réélection.

Nous sommes heureux de constater les progrès réalisés par le pays frère voisin, l'Afghanistan, dans tous les domaines, en particulier l'édification des institutions. Comme le réaffirme le récent rapport du Secrétaire général (A/64/364), l'État afghan doit être fondé sur des institutions solides dirigées par des fonctionnaires compétents, choisis et promus en fonction du mérite. Beaucoup d'efforts ont été déployés pour créer ces institutions au cours des huit dernières années; toutefois ces efforts ont été insuffisants malgré les succès obtenus jusqu'ici. Mais la détérioration de la situation sécuritaire a, elle aussi, sérieusement entravé les tentatives faites pour édifier des institutions gouvernementales et des infrastructures nécessaires à la bonne marche du Gouvernement.

Comme par le passé, nous donnons notre appui total et notre assistance au peuple et au Gouvernement afghans dans leurs efforts pour assurer la sécurité, la

stabilité et un développement général et durable. Nous appelons au retrait rapide des forces étrangères de l'Afghanistan et à la remise du contrôle et de la direction des affaires afghanes au peuple et au Gouvernement afghans.

La situation en matière de sécurité en Afghanistan demeure le plus grand défi. Le dernier rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et les réalités sur le terrain indique clairement qu'il y a eu des progrès en matière de renforcement de la sécurité et de la stabilité dans le pays, mais que l'augmentation du nombre d'attaques terroristes et de la violence dans certaines parties de l'Afghanistan, auxquelles s'ajoute le problème omniprésent du commerce de la drogue et des opérations militaires des forces étrangères, constituent d'autres questions préoccupantes pour le peuple afghan et l'opinion publique internationale.

Outre les problèmes de sécurité, la culture du pavot, la production de stupéfiants, le trafic de drogues et la crise humanitaire, entre autres, n'ont pas encore été réglés efficacement et continuent de mettre en péril la stabilité et le développement de l'Afghanistan, ainsi que ceux de la région et au-delà.

La récente aggravation de l'insécurité en Afghanistan indique clairement que les tentatives faites au nom de la réconciliation nationale par certaines des puissances présentes en Afghanistan, afin d'apaiser certains groupes extrémistes et terroristes, se sont révélées contreproductives et n'ont fait que les enhardir. Nous estimons qu'il n'est possible d'assurer la paix et la stabilité qu'en montrant aux Afghans les résultats concrets de l'aide et de l'appui de la communauté internationale dans leur vie quotidienne, à travers la reconstruction de l'infrastructure, le renforcement des capacités, la formation, l'éducation et le développement de secteurs importants comme l'agriculture, entre autres.

De plus, nous pensons qu'on ne peut pas toucher les cœurs et les esprits des Afghans, qui ont connu de grandes difficultés et de nombreuses souffrances ces dernières décennies, en menant des opérations militaires. Au lieu d'envoyer encore davantage de forces militaires dans le pays, nous devrions renforcer dès que possible l'armée nationale et la police nationale afghanes pour leur permettre de prendre en charge la sécurité en Afghanistan.

Malgré une légère baisse de la culture et de la production de stupéfiants dans certaines provinces, l'Afghanistan reste, d'après le récent rapport

d'évaluation de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le plus grand producteur de stupéfiants au monde. La poursuite de la culture, de la production et du trafic des stupéfiants influe de manière négative sur la sécurité du pays. Pour combattre cette menace, il faut sans hésiter mettre en place une stratégie à long terme et à facettes multiples. L'ampleur de la menace nécessite des efforts plus déterminés et coordonnés de la part de l'Afghanistan et de la communauté internationale. De son côté, la République islamique d'Iran n'a épargné aucun effort pour lutter contre cette menace, et nous avons fait de nombreux sacrifices à cet égard. Notre détermination à poursuivre la lutte reste ferme, et nous espérons que la communauté internationale s'impliquera plus sérieusement afin d'éviter aux peuples à travers le monde de pâtir des effets destructeurs de cette menace.

Toutefois, malgré toutes ces préoccupations et ces incertitudes, une chose est sûre : le Gouvernement et le peuple afghans restent déterminés à ne pas plier devant les difficultés qu'ils rencontrent, mais plutôt à les surmonter et à œuvrer pour un Afghanistan stable, prospère et démocratique. À cet égard, ils ont besoin de l'appui de chacun de nous au sein de la communauté internationale. La prochaine conférence sur l'Afghanistan nous fournira une nouvelle occasion de rassurer les Afghans sur le fait que la communauté internationale se tient à leurs côtés, leur offrant aide et appui, afin de les aider à avancer vers la stabilité, la sécurité et le développement.

L'Iran, de concert avec d'autres pays voisins et avec le monde dans son ensemble, a un intérêt vital à ce qu'un Afghanistan sûr, stable et prospère soit en paix avec lui-même et avec ses voisins. Ces dernières années, nous avons pris part à des projets visant à reconstruire et rebâtir le pays, principalement axés sur l'infrastructure et le renforcement des capacités. Pour l'instant, l'aide publique de la République islamique d'Iran à l'Afghanistan s'élève à près de 500 millions de dollars pour ces projets. Dans le domaine de la coopération régionale, nous avons aussi organisé des réunions trilatérales à divers niveaux avec l'Afghanistan et le Pakistan pour soutenir la coopération dans les secteurs de l'économie et du développement. Dans ce contexte, après divers cycles de consultations entre experts, les chefs d'État de l'Afghanistan, du Pakistan et de la République islamique d'Iran se sont rencontrés à Téhéran en mai.

Nous avons aussi témoigné de notre hospitalité à plus de 3 millions de ressortissants afghans au cours

des 30 dernières années. À présent, près d'un million de réfugiés afghans sont recensés en Iran, tandis qu'un nombre équivalent d'Afghans non recensés vivent également dans notre pays. Pendant toutes ces années, les ressortissants afghans ont pu profiter des structures de santé et d'éducation iraniennes et bénéficier des mêmes allocations que nos propres ressortissants.

Je terminerai en faisant part de notre espoir d'un avenir meilleur et plus prospère, pour l'Afghanistan et d'un engagement à aider son peuple à bâtir un monde meilleur et un avenir plus radieux.

M. Cornado (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie accueille avec satisfaction et appuie le présent projet de résolution (A/64/L.8) sur la situation en Afghanistan, et attend avec intérêt son adoption par consensus. Cela confirmera le fort engagement permanent de tous les États Membres de l'ONU à aider l'Afghanistan à avancer sur le chemin de la paix, de la stabilité, de la démocratie et de la reconstruction. Nous remercions en outre l'Allemagne pour son rôle moteur dans les négociations qui ont permis d'aboutir à cet important résultat.

L'Italie s'aligne sur la déclaration faite par le Représentant permanent de la Suède au nom de l'Union européenne et, à l'instar des précédents orateurs, se félicite de l'achèvement des premières élections entièrement organisées par les autorités afghanes, avec l'appui de la communauté internationale. Nous félicitons le peuple afghan et le Président Hamid Karzai de son élection, et nous applaudissons les autres candidats à la présidence pour cette campagne qui a abordé les points et problèmes essentiels pour l'Afghanistan et son peuple. Nous nous félicitons également des efforts entrepris par les institutions électorales afghanes pour remédier aux irrégularités, conformément aux lois électorales et à la Constitution afghanes. Dans ce processus, des enseignements importants ont été tirés et doivent être retenus, en vue des prochaines élections de 2010.

Comme l'ont déclaré le 3 novembre les ministres des affaires étrangères du Groupe des Huit, l'aboutissement de ce processus offre à l'Afghanistan une nouvelle occasion d'établir une coopération pacifique, efficace et productive parmi toutes les composantes politiques et sociales de la société. Il ouvre aussi la voie à une nouvelle ère de collaboration entre les autorités afghanes et la communauté internationale, sous l'égide de l'ONU. Le renforcement de la coopération régionale, en particulier entre des

pays essentiels à la stabilité de la région, jouera un rôle capital dans la promotion de la sécurité et du développement en Afghanistan.

Dans l'intérêt de l'unité nationale, nous encourageons le Président Karzai à former rapidement un gouvernement efficace, compétent et crédible. Parmi les défis les plus importants qui attendent le nouvel exécutif, figurent le renforcement de la gouvernance étatique et locale, la lutte contre la corruption, la promotion de l'état de droit, de la justice et des droits de l'homme, ainsi que le renforcement de la responsabilisation et la réalisation de progrès en matière de réintégration, sécurité et stabilité.

En tant qu'un des plus grands fournisseurs de contingents, l'Italie confirme son appui déterminé au peuple et aux dirigeants afghans dans la lutte contre le terrorisme et contre la culture et la production de stupéfiants, dans la promotion de la bonne gouvernance et dans le règlement des graves problèmes socioéconomiques. Nous restons inlassablement attachés au renforcement de l'appropriation et de la responsabilisation du Gouvernement afghan, pour le bien ultime du peuple afghan. L'Italie attend avec impatience de participer à l'investiture du Président Karzai et, après la mise en place de son gouvernement, à l'intensification du dialogue avec les autorités afghanes.

M. Das (Inde) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par remercier l'Assemblée, au nom de l'Inde, d'avoir convoqué ce débat sur un sujet qui revêt une grande importance pour nous, pour notre région et pour le monde. Je félicite la délégation allemande des efforts qu'elle a déployés pour coordonner les négociations intergouvernementales qui nous ont menés à adopter cette résolution de l'Assemblée générale sur la situation en Afghanistan. Comme nous l'avons fait ces dernières années, nous sommes heureux de compter parmi les coauteurs de cette résolution, qui est traditionnellement adoptée par consensus.

Le déroulement réussi des premières élections à la présidence et aux conseils de province organisées sous direction afghane est une étape importante de l'évolution de l'Afghanistan en tant que démocratie. Nous félicitons le Président Hamid Karzai de sa réélection et sommes reconnaissants à toutes les forces démocratiques afghanes. Je manquerais à mon devoir si je ne félicitais pas officiellement l'ONU et la communauté internationale du rôle prépondérant

qu'elles ont joué dans l'organisation de ces élections. L'Inde apprécie la volonté et la détermination du peuple afghan, qui a participé à ce processus électoral historique malgré les menaces et les intimidations des Taliban.

Une fois que le nouveau Gouvernement sera en place, une nouvelle occasion sera fournie à la communauté internationale de renouveler son engagement de reconstruire l'Afghanistan. Tout en déterminant les grands traits d'un nouveau pacte pour l'Afghanistan, nous devons assimiler et intégrer les enseignements que nous avons retirés des précédents pactes, notamment ceux conclus à Londres en janvier 2006 et à Paris en juin 2008. Ces accords ont placé la responsabilité de la création d'institutions et de la gouvernance principalement sur les épaules du peuple et du Gouvernement afghans, sans financer suffisamment cet effort et sans éliminer la menace croissante de déstabilisation du pays par des groupes terroristes. Nous devons cette fois-ci tenir compte de ces aspects.

Sur la route hérissée d'obstacles qui mènera l'Afghanistan vers une paix et une stabilité durables, des défis importants s'annoncent. Il est avant tout absolument nécessaire d'instaurer la sécurité. La résurgence des Taliban et d'Al-Qaïda est un véritable défi, et c'est une menace qui pèse sur nous tous. Des opérations militaires asymétriques et des attaques terroristes complexes sont organisées en Afghanistan, et les sources qui alimentent cette terreur ne semblent pas près de se tarir. Les civils, le personnel humanitaire, les agents internationaux, notamment le personnel de l'ONU et le personnel diplomatique, de même que notre propre mission à Kaboul, ont été les cibles d'attaques terroristes.

Il est de plus en plus établi que l'augmentation des actes terroristes en Afghanistan est liée à l'appui que reçoivent les auteurs et aux sanctuaires qui sont à leur disposition dans les zones adjacentes. Ceci explique le niveau particulièrement élevé de violence dans les zones frontalières de l'Afghanistan. La stabilisation de l'Afghanistan et la sécurité dans le pays demeureront un objectif éloigné tant que nous ne déracinerons pas Al-Qaïda, les Taliban et les autres groupes terroristes et extrémistes qui opèrent à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Aussi, ne nous limitant pas à renforcer la Force internationale d'assistance à la sécurité, il est essentiel d'augmenter les effectifs des forces de sécurité

nationale afghanes et de les développer de manière professionnelle et beaucoup plus rapidement, mais également de leur fournir les ressources, le matériel de combat et la formation nécessaires. Nous nous félicitons que leurs capacités aient été renforcées, car il s'agit de la seule garantie viable d'une issue positive à l'engagement militaire en Afghanistan. Nous notons avec satisfaction les efforts déployés par les pays tiers pour renforcer les capacités des forces nationales de sécurité afghanes.

En effet, il n'y a pas de solutions instantanées. Dans la bataille pour gagner le cœur et l'esprit de l'Afghan moyen, nous devons éviter de nous laisser aller au pessimisme et au défaitisme qui gangrènent notre réflexion. La persévérance et la ténacité sont essentielles pour lutter de manière décidée et efficace contre les problèmes que posent Al-Qaïda, les Taliban et d'autres groupes terroristes et extrémistes.

La réconciliation exige une clarté stratégique, une communauté de vues et une reconnaissance de la nature de ceux avec qui nous voulons nous réconcilier. Si les parties concernées ne parviennent pas à un consensus sur les questions essentielles, notamment celle de savoir avec qui et comment se réconcilier, nous pourrions très bien nous diviser, au lieu de diviser ceux que nous cherchons à éloigner des groupes terroristes. C'est pour cette raison que nous devons aller au-delà des divisions irréconciliables entre les prétendus bons et mauvais Taliban. Le terrorisme ne peut être compartimenté. L'histoire suggère que les pactes faustiens conclus avec des terroristes voient régulièrement ces derniers se retourner contre ces mêmes puissances qui les ont appuyés par le passé. Toute activité qui affaiblit l'autorité du Gouvernement central et ses institutions est contreproductive. Nous devons être extrêmement prudents dans la façon dont nous traitons cette question délicate.

Nous appuyons la détermination du Gouvernement afghan à intégrer ceux qui veulent renoncer à la violence et vivre et travailler dans le respect de la Constitution afghane, qui établit le cadre d'une société pluraliste et démocratique. Ceci devrait évidemment aller de concert avec les mesures visant à éliminer l'appui et fermer les sanctuaires fournis aux groupes terroristes de l'autre côté de la frontière.

Une stratégie durable de stabilisation de l'Afghanistan doit être fondée sur les stratégies à court, moyen et long terme mises en place pour relever le défi du développement. Si le Gouvernement afghan doit

énoncer ses priorités, la communauté internationale doit s'avancer et lui fournir les ressources nécessaires pour ce faire. Les efforts déployés par la communauté internationale en Afghanistan ne peuvent se poursuivre à long terme que si nous nous employons à développer les ressources humaines afghanes. Une approche sur plusieurs fronts est nécessaire pour atteindre cet objectif. À un niveau, nous devons investir dans la reconstruction de l'infrastructure économique et sociale du pays, tout en créant des emplois. À un autre niveau, nous devons progressivement transférer les compétences et l'autorité à nos amis afghans pour leur permettre de prendre définitivement le contrôle de la reconstruction de leur pays.

Dans le cadre des efforts qu'elle a consacrés à la stabilisation de l'Afghanistan, l'Inde a mis l'accent sur le développement. Stabiliser l'Afghanistan n'est pas seulement relié intégralement à notre propre sécurité; c'est aussi en rapport avec l'héritage civilisationnel de notre amitié. Notre dévouement à la cause de l'Afghanistan a déjà dépassé 1,2 milliard de dollars. Cela comprend la gamme d'activités la plus vaste, allant d'une chambre froide à Kandahar à une autoroute longue de 218 kilomètres qui relie Zaranj à Delaram et à une ligne de transport d'énergie vers Kaboul, qui fournit de l'électricité 24 heures sur 24 pour la première fois depuis 1992. Nous sommes en train de construire le Parlement afghan – l'édifice de la démocratie – tout en visant simultanément des projets locaux communautaires qui produisent des dividendes de paix rapides, tels que des écoles et des hôpitaux. En tout cela, le renforcement des capacités est un élément essentiel. C'est pour appuyer cette tâche centrale que l'Inde a augmenté de 35 % les 1 000 places que nous offrons actuellement dans nos institutions de renforcement de capacités et nos programmes de bourses d'études.

Passant à l'aspect régional, la stabilisation de l'Afghanistan doit être au centre des processus régionaux, si l'on veut que ce pays reprenne son rôle de carrefour entre l'Asie du Sud, l'Asie de l'Ouest et l'Asie centrale. Ceci inclut les processus économiques régionaux, comme l'Association sud-asiatique de coopération régionale et la Conférence de coopération économique régionale sur l'Afghanistan. Ces processus sont utiles à toute la région et, quand ils sont compromis, cela nuit à l'Afghanistan ainsi qu'à toute la région. Nous devons renforcer et non entraver la coopération en matière de commerce, de transit et de transport, y compris le transit et le commerce par route.

C'est le meilleur moyen d'exploiter la dimension régionale de manière positive.

Étant donné les troubles de ces huit dernières années et la dégradation récente des conditions de sécurité, le Gouvernement afghan doit concentrer davantage ses efforts sur la sécurité, la gouvernance et le développement, et la communauté internationale doit faire de son mieux pour l'assister. Le prix à payer sera lourd, aussi bien pour le peuple afghan que pour le monde en général, si nous ne parvenons pas à instaurer la stabilité en Afghanistan.

Quand nous parlons de réaffirmer notre engagement à aider l'Afghanistan à vaincre les forces qui cherchent à détruire tout ce qui a été réalisé depuis 2001, il est important de reconnaître que nous avons tous un intérêt durable à ce que ces efforts soient couronnés de succès. Nous croyons que l'Afghanistan a besoin d'un engagement à long terme de notre part, même si nous restons conscients des défis à relever. Le peuple afghan a fait preuve de résilience et d'un instinct de survie, même quand tout semblait s'acharner contre lui. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour le soutenir.

M. Erdman (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis sont heureux de s'associer à d'autres États Membres pour parrainer le projet de résolution sur la situation en Afghanistan, publié sous la cote A/64/L.8.

Le projet de résolution prend acte des progrès réalisés par le peuple afghan dans la reconstruction de son pays, mais reconnaît également qu'il reste beaucoup à faire. Nous saluons le Gouvernement afghan et les forces de sécurité pour leurs efforts continus en vue de s'attaquer aux problèmes relatifs à la sécurité, à la gouvernance, aux droits de l'homme et à l'état de droit.

Nous remercions également le Secrétaire général, son Représentant spécial pour l'Afghanistan, Kai Eide, le personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et des autres organismes des Nations Unies, ainsi que les troupes qui participent à la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan et à l'opération Enduring Freedom, pour leur engagement commun envers le peuple afghan.

Le projet de résolution met en relief les défis posés par ceux qui veulent saper les efforts du peuple afghan pour construire un pays prospère et stable. Les attaques violentes des Taliban et d'autres groupes extrémistes et

criminels compromettent les efforts déployés pour instaurer la stabilité et la sécurité, et pour mettre en place un gouvernement représentatif en Afghanistan. Le projet de résolution les dénonce à juste titre.

L'attaque brutale lancée le 28 octobre contre la maison d'hôte à Kaboul démontre tragiquement, une fois de plus, que nous devons nous opposer fermement aux efforts violents visant à compromettre la paix et la stabilité que le peuple afghan se donne tant de peine à instaurer. L'Afghanistan a maintenant achevé le processus de son élection présidentielle. Nous félicitons le Président Karzai pour sa victoire et nous félicitons aussi tous les candidats qui se sont présentés à la seconde élection présidentielle en Afghanistan, en particulier M. Abdullah.

La toute première élection afghane s'est tenue dans des circonstances difficiles, mais les résultats étaient conformes aux lois et à la Constitution afghanes. Après les élections, la crédibilité et le succès du nouveau Président et de son gouvernement dépendront de leur capacité à garantir au peuple afghan de meilleures conditions en matière de sécurité, de gouvernance, de justice et de progrès économique. Nous sommes disposés à appuyer le nouveau Gouvernement à cet égard et nous appelons tous les États Membres à redoubler d'efforts afin de travailler avec le nouveau Gouvernement afghan pour promouvoir la stabilité et la prospérité du peuple afghan, ainsi que la paix et la sécurité dans la région.

M. Korček (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à déclarer que la Slovaquie apporte son plein soutien et s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de la Suède au nom de l'Union européenne. Permettez-moi de souligner plusieurs points importants au nom de mon pays.

Nous accueillons avec satisfaction le projet de résolution sur l'Afghanistan, publié sous la cote A/64/L.8, et nous apprécions à leur valeur les efforts de l'Allemagne pour transmettre un message de soutien de la communauté internationale au peuple afghan, qui aspire à vivre dans un pays sûr, stable, prospère et démocratique. Nous sommes fiers de parrainer ce projet de résolution.

La Slovaquie est en faveur d'un engagement massif de la communauté internationale en Afghanistan. L'objectif principal de nos efforts communs devrait être d'aider le nouveau Gouvernement afghan à être en mesure d'assumer toutes ses responsabilités dans le pays

en matière de sécurité, de stabilité, d'état de droit et de développement.

Les forces internationales jouent un rôle crucial pour aider à instaurer la stabilité et la sécurité en Afghanistan. Je tiens à rendre hommage aux hommes et aux femmes de toute nationalité, agents de l'Organisation des Nations Unies, et aux nombreux Afghans qui ont perdu la vie en luttant pour un avenir meilleur, exempt de peur et prospère en Afghanistan.

Je voudrais saisir cette occasion pour présenter à nouveau les condoléances de mon gouvernement aux familles des victimes des dernières violences extrémistes. Nous condamnons énergiquement tous les actes subversifs des Taliban et d'Al-Qaida, et en particulier ceux qui prennent les civils et le personnel international civil pour cibles.

La Slovaquie est pleinement consciente de sa part de responsabilité concernant la situation en Afghanistan. C'est pour cette raison que nous avons accru considérablement notre engagement dans les domaines militaire et civil. Malgré la crise économique, nous honorons nos engagements et nous participons toujours pleinement aux opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité.

Il y a cinq mois seulement, le Gouvernement de la République slovaque et le Conseil national de la République slovaque ont prorogé le mandat de 262 éléments de l'armée nationale dans ce pays. Récemment, lors de la réunion des ministres de la défense qui s'est tenue à Bratislava, mon pays a annoncé qu'il envisageait d'augmenter le nombre de nos troupes, et de s'impliquer davantage dans le domaine de la construction.

La Slovaquie s'occupe aussi de former l'Armée nationale afghane et de préparer la Police nationale afghane à s'engager pleinement, en fournissant des éléments de son propre personnel policier à la Mission de police de l'Union européenne.

La sécurité est la principale condition préalable au développement du pays. Cependant, nous ne pouvons pas attendre que le pays soit sécurisé pour nous attaquer aux problèmes humanitaires.

On ne pourra instaurer une paix et une stabilité durables en Afghanistan qu'en adoptant des mesures adéquates visant à promouvoir la construction socioéconomique du pays. Il est essentiel d'améliorer l'efficacité de nos efforts communs pour que le plus

grand nombre possible d'Afghans en sentent dès que possible l'impact sur leur vie.

Depuis 2003, l'Afghanistan a été une priorité pour l'aide slovaque au développement. En 2009, l'Afghanistan est devenu un pays de programme dans le cadre de la nouvelle stratégie slovaque à moyen terme 2009-2013 de coopération pour le développement. Notre but est d'allouer près d'un million d'euros sous forme d'aide à l'Afghanistan dans les années à venir.

La Slovaquie affecte son aide au développement en Afghanistan conformément à ses priorités sectorielles : développement des institutions démocratiques, société civile et paix, développement social, appui au système de soins de santé et à l'éducation, et développement d'un climat économique favorable et de l'infrastructure du marché. En 2009, 850 000 euros au total ont été alloués à six projets de développement bilatéraux préparés par des organisations slovaques.

L'Afghanistan est l'un des quatre pays au monde où le taux de réussite est le plus bas dans la lutte contre la polio. Cette année, le Gouvernement slovaque a financé la distribution de vaccins contre la polio à 250 000 enfants en Afghanistan, en coopération avec l'UNICEF. En septembre, nous avons fourni une assistance humanitaire sous la forme de tentes et de couvertures aux habitants de la province d'Uruzgan qui avaient été victimes de catastrophes naturelles.

L'Afghanistan doit rester une priorité sur le long terme. Nous sommes déterminés à réaliser notre objectif commun d'améliorer les conditions de vie quotidienne du peuple de ce pays. Je tiens à dire que nous espérons sincèrement que la communauté internationale, sous la conduite de l'ONU, redoublera ses efforts multilatéraux afin de fournir une assistance au Gouvernement afghan dans le but de consolider la paix et la stabilité en Afghanistan.

M. Kim Bonghyun (République de Corée) (*parle en anglais*) : Ma délégation attend avec intérêt l'adoption par l'Assemblée générale du projet de résolution A/64/L.8 sur la situation en Afghanistan. Ce projet de résolution est le fruit d'un processus de négociation constructif et actif entre les États Membres qui, à mon avis, incarne la volonté politique de tous les États Membres et qui appuie le peuple afghan dans son processus de reconstruction politique et nationale. Dans cette ligne, la République de Corée s'est jointe aux auteurs de ce projet de résolution afin d'offrir l'appoint de sa propre volonté politique à la collaboration internationale en vue d'appuyer le peuple

afghan. Ma délégation remercie également la délégation allemande d'avoir rédigé et facilité ce projet de résolution.

Au cours des deux derniers mois, nous avons été témoins d'une intense évolution politique en Afghanistan. Nous avons été parfois encouragés par les progrès accomplis et parfois déçus par les revers essuyés. Nous avons été avant tout fortement attristés et consternés par l'attaque terroriste du 28 octobre. Néanmoins, dans le même temps, comme le Secrétaire général Ban Ki-moon l'a dit, nous étions d'autant plus déterminés à ne pas nous laisser dissuader et nous restons déterminés à poursuivre l'action de l'ONU en Afghanistan.

Ma délégation admire le courage et la détermination du peuple afghan à participer au processus électoral et à exercer ses droits constitutionnels dans des conditions extrêmement difficiles et dangereuses. La Commission du contentieux électoral et la Commission électorale indépendante afghane méritent notre respect pour la façon dont elles ont maintenu l'intégrité du processus constitutionnel. L'expérience et les enseignements tirés des élections serviront de base utile et solide au futur processus de démocratisation et de reconstruction nationale de l'Afghanistan. À cet égard, mon gouvernement se félicite de la décision prise par la Commission électorale indépendante de désigner M. Hâmid Karzai comme Président nouvellement élu de l'Afghanistan et félicite le Président Karzai de son élection.

Nous pensons que l'ONU et la communauté internationale sont prêtes à appuyer le nouveau Gouvernement afghan et à coopérer avec lui. Nous pensons également que la participation de la communauté internationale est essentielle au renforcement de la stabilité et des capacités nationales de l'Afghanistan. Pour gagner la confiance de la communauté internationale et établir un partenariat crédible, le Président Karzai devrait tendre la main aux dirigeants politiques afghans et aux groupes ethniques dans le but d'accélérer le processus de réconciliation et de garantir la bonne gouvernance, notamment en prenant des mesures courageuses et résolues visant à éradiquer la corruption.

Le Gouvernement coréen a contribué aux efforts internationaux faits pour appuyer le processus de reconstruction nationale du peuple afghan, et nous sommes prêts à continuer à travailler avec le Président

Karzai et son nouveau gouvernement. Comme cela a été annoncé le mois dernier, le Gouvernement coréen déploiera une équipe de reconstruction de province en Afghanistan, en plus des médecins et des formateurs coréens qui se trouvent à Bagram (Afghanistan). Cette décision a été prise à la demande du Gouvernement afghan et conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Grâce à cette équipe de reconstruction et par d'autres moyens, le Gouvernement coréen poursuivra son appui au peuple et au Gouvernement afghans et continuera de coopérer avec eux.

Pour terminer, ma délégation tient de nouveau à exprimer ses plus sincères condoléances aux victimes et à leur famille à l'occasion de la perte tragique qu'elles viennent de subir suite aux attaques terroristes barbares du 28 octobre. Ce lâche attentat contre des civils non armés et des fonctionnaires d'organisations internationales ne saurait en aucun cas être excusé. Ma délégation exhorte le Gouvernement afghan à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sûreté et la sécurité des travailleurs civils dans le pays. Nous sommes également déterminés à appuyer les initiatives du Secrétaire général Ban Ki-moon, notamment l'adoption des mesures budgétaires nécessaires, visant à renforcer la sécurité de tout le personnel de l'ONU en Afghanistan.

M. Gebreel (Jamahiriya arabe libyenne) (*parle en arabe*): Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général de son rapport complet et détaillé (A/64/364). Nous félicitons la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan de son travail remarquable dans ce pays. Nous tenons à dire combien nous déplorons l'incident qui a causé la mort de membres du personnel de l'ONU le 28 octobre et nous présentons nos condoléances à nos collègues et à leurs familles.

Depuis 2005, nous avons continué à recevoir des rapports sur la détérioration de la situation sécuritaire en Afghanistan. Le rapport d'aujourd'hui fait état, encore une fois, de nouvelles pertes en vies humaines et d'une nouvelle détérioration des conditions de sécurité. C'est pour nous une source de préoccupation, en particulier lorsque les morts de civils sont causées par des attaques de groupes armés et par des attaques aériennes des forces internationales en Afghanistan. Nous sommes gravement préoccupés par le nombre de victimes civiles, en particulier celles causées par les actions des forces internationales, en dépit d'appels aux forces internationales et locales à agir avec

prudence lorsqu'elles s'acquittent de leurs missions. Nous demandons que toutes les mesures nécessaires soient prises pour garantir la sécurité des civils, ainsi que le plein respect du droit international et des droits de l'homme.

L'affirmation au paragraphe 5 du rapport du Secrétaire général que « les efforts entrepris durant les dernières années pour étoffer les forces de sécurité nationales et internationales n'ont pas réussi à endiguer l'insurrection » est une autre source de préoccupation. Cela nous amène à reconnaître qu'une solution ne dépend pas du nombre d'effectifs militaires ou de leur équipement, mais d'une politique générale fondée sur la réconciliation nationale et le développement. Dans ce contexte, nous sommes d'accord avec la déclaration du Secrétaire général figurant au paragraphe 8 du rapport concernant la nécessité, comme certains dirigeants politiques du pays l'ont constaté, d'établir un cessez-le-feu avec les Taliban en tant que première mesure pour assurer la stabilité de l'Afghanistan.

L'objectif ultime de la communauté internationale est d'aider le peuple afghan à édifier un État démocratique, prospère et stable. Son objectif n'est pas la défaite *per se* des Taliban ou d'autres parties. L'usage de la force ne rétablira pas à elle seule la sécurité et la stabilité si elle ne s'accompagne pas d'un dialogue qui mène à la réconciliation nationale et inclut toutes les composantes du peuple afghan et si nous ne luttons pas contre la corruption et le trafic de stupéfiants. La communauté internationale doit donc lancer des programmes aux fins de permettre à l'Afghanistan d'assumer toutes ses responsabilités en tant que nation souveraine capable d'assurer la sécurité et une vie digne à tous les Afghans et des conditions propices au retrait des contingents internationaux, ce qui est essentiel pour la réconciliation nationale.

Selon le rapport du Secrétaire général, son Représentant spécial a visité un certain nombre de centres de détention, notamment celui de Bagram, qui est dirigé par des forces internationales. Mais le rapport n'évalue pas ces installations, pas plus qu'il ne dit si elles sont dirigées conformément au droit international et au droit international humanitaire. Nous appelons donc les parties qui dirigent ces centres, qu'il s'agisse des autorités afghanes ou des forces internationales, à respecter les règles et normes du droit international, du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, et à veiller à ce que les détenus bénéficient de procès équitables et soient autorisés à avoir des contacts avec l'extérieur et avec

des organisations internationales spécialisées, telles que le Comité international des droits de l'homme.

M. Parham (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Lorsque l'Assemblée générale s'est réunie l'année dernière pour débattre de la situation en Afghanistan, nombreux sont ceux parmi nous, si ce n'est tous, qui ont souligné combien les élections présidentielles prévues en août étaient importantes pour l'Afghanistan et combien il était nécessaire que l'ONU agisse avec les autorités afghanes pour veiller à ce qu'elles soient crédibles, inclusives et sécurisées. La tenue de ces élections dans des circonstances difficiles est en soi un accomplissement. Nous applaudissons à l'appui apporté par l'ONU à ces élections. Il y a eu des problèmes, mais ils ont été réglés, et il est bon que nous ayons pu voir le processus se dérouler jusqu'à la fin.

Nous devons nous souvenir qu'il s'agissait des premières élections dirigées par les Afghans depuis plus de 30 ans. Un dialogue et un débat réels concernant l'avenir du pays ont porté sur un large éventail de questions au cours des élections. Les candidats ont fait vigoureusement campagne et des millions d'Afghans ont voté, ce qui ne se serait jamais produit sous le régime des Taliban.

Bien que les élections aient été dirigées par les Afghans, l'ONU a joué un rôle crucial pour faciliter et encadrer le processus. Depuis la phase initiale de planification jusqu'à la conclusion du processus ces jours derniers, l'ONU a assumé une excellente direction politique, assuré la coordination des ressources et apporté une expertise technique.

Je tiens à redire l'appui constant du Royaume-Uni à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). La MANUA réalise un travail vital dans des circonstances extrêmement difficiles, surtout depuis la terrible attaque commise à Kaboul le 28 octobre. Ces 10 derniers jours, le Secrétaire général et son Représentant spécial ont montré une volonté et une détermination impressionnantes à garder le cap en Afghanistan.

À la lumière de l'attaque du 28 octobre, nous convenons que l'ONU doit chercher à améliorer sa sécurité. Nous sommes prêts à nous employer à chercher comment y parvenir au mieux. Nous voulons tous examiner attentivement les propositions existantes qui font partie des mesures de relèvement plus larges, pour voir si elles peuvent répondre aux besoins sécuritaires de la MANUA ou si elles doivent être adaptées.

Malgré les nombreux défis que l'Afghanistan doit relever, il est encourageant de pouvoir noter que la tendance positive se poursuit en matière de lutte contre les stupéfiants. Après une diminution de 19 % en 2008, la culture de l'opium semble sur le point de baisser encore de 22 % cette année. Dans l'Helmand, une action en liaison étroite avec les autorités afghanes a permis de la faire baisser d'un tiers, et les opérations menées cette année dans le cadre de l'initiative trilatérale de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime permettent un optimisme prudent au niveau régional également.

Je voudrais aborder brièvement la question des victimes civiles. La position du Royaume-Uni demeure la même que celle qu'il a énoncée dans les débats précédents. Nous regrettons vivement – je le répète – toutes les victimes civiles. Chaque vie innocente perdue est une tragédie. Comme l'a clairement dit le général McChrystal, la protection de la population afghane est au cœur de notre mission internationale, contrairement aux Taliban et aux autres insurgés qui, comme l'indique clairement le récent rapport du Secrétaire général (A/64/364), continuent d'être responsables de la grande majorité des morts de civils.

L'Afghanistan doit à présent œuvrer pour relever les défis considérables qu'il affronte. À la suite de l'annonce claire et sérieuse prononcée le 2 novembre par la Commission électorale indépendante, mon Premier Ministre a parlé au Président Karzai le 2 novembre pour le féliciter. Mon Premier Ministre a dit à M. Karzai que nous attendons maintenant de lui qu'il promeuve un programme représentant les intérêts de tous les Afghans. Lors de la conférence de presse qu'il a donnée le 3 novembre, le Président Karzai a dit clairement qu'il était prêt à accomplir des progrès et à prendre des mesures vigoureuses pour lutter, notamment, contre la corruption.

La priorité la plus urgente pour la communauté internationale devra maintenant être de promouvoir le processus d'afghanisation en travaillant avec le nouveau Gouvernement afghan pour renforcer ses forces de sécurité, progresser sur la voie de la réconciliation, améliorer la gouvernance locale, fournir des services à tous les Afghans, continuer à développer l'économie, s'attaquer à la corruption et nouer des relations constructives avec les voisins de l'Afghanistan. Nous exhortons la communauté internationale à saisir l'occasion de cet important débat à l'Assemblée générale pour réaffirmer notre

attachement commun à la jeune démocratie afghane, à sa stabilité et à sa sécurité.

J'insiste sur notre attachement commun. Ce que nous faisons tous ensemble en Afghanistan est non seulement vital pour le peuple afghan, mais aussi pour la communauté internationale dans son ensemble. Comme l'a dit mon Premier Ministre lors de la déclaration qu'il a prononcée vendredi, nous réussirons ou nous échouerons ensemble, mais nous devons réussir.

M. Kleib (Indonésie) (*parle en anglais*) : L'Indonésie est heureuse de s'être portée coauteur du projet de résolution A/64/L.8 sur la situation en Afghanistan, présenté par le représentant de l'Allemagne. Ce projet montre combien l'appui et la coopération de la communauté internationale revêtent un aspect crucial. Ce n'est qu'en s'acquittant de manière efficace et coordonnée des engagements souscrits en vertu des divers accords internationaux, régionaux et bilatéraux que nous pourrions garantir un plein appui au Gouvernement afghan dans la mise en œuvre de ses stratégies nationales.

En quelques années seulement, l'Afghanistan a réalisé des progrès notables dans divers secteurs. Il convient de féliciter tant les autorités nationales que les civils pour le travail qu'ils ont accompli dans des circonstances extrêmement difficiles. Les réalisations afghanes sont toutefois actuellement constamment sapées par des défis graves à sa sécurité et sa stabilité. La crainte d'un retour à une situation de conflit augmente parallèlement à la recrudescence des activités des militants. La récente série d'attentats à la bombe témoigne de la nécessité de faire face rapidement aux problèmes de sécurité. À cet égard, nous condamnons les récents meurtres aveugles de membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies à Kaboul. Le courageux personnel de l'ONU et d'autres partenaires fournissant une assistance apportent une aide au prix de grands risques et méritent le plein appui de la communauté internationale.

Nous attachons la plus grande importance au renforcement des capacités des forces de sécurité afghanes afin qu'elles puissent faire face à ces problèmes. Nous sommes conscients de la forte volonté du peuple et du Gouvernement afghans de se doter des moyens nécessaires et de renforcer leurs capacités dans différents domaines, notamment afin de garantir la sécurité et la stabilité du pays. La prise en main nationale est par conséquent essentielle. Des consultations et une coordination régulières avec les

autorités afghanes en ce qui concerne le déploiement de l'assistance internationale sont donc de la plus haute importance.

L'action militaire demeure déterminante pour relever les défis en matière de sécurité et faire face aux attaques croissantes des militants. La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) tient un rôle central dans l'aide apportée au Gouvernement afghan pour surmonter de telles difficultés. Nous reconnaissons également la complexité des situations auxquelles est confrontée la FIAS dans l'accomplissement de ses missions. Toutefois, la force armée n'est pas le seul instrument indispensable pour parvenir à la paix et à la stabilité. Alors que les militants comptent toujours sur des attaques asymétriques, il apparaît évident que d'autres mesures devront venir compléter les actions militaires de grande envergure. La situation en Afghanistan appelle une stratégie qui intègre non seulement le secteur de la sécurité, mais aussi la promotion de la gouvernance et de l'état de droit ainsi que le développement socioéconomique.

Un processus de réconciliation mené par les Afghans continuera de s'imposer comme un élément essentiel à l'édification d'une paix durable. Les membres de l'insurrection qui acceptent de renoncer à la violence, de se plier à la justice, de respecter l'égalité, la liberté et la tolérance et d'exprimer leur loyauté envers la Constitution afghane devraient continuer de participer au processus de réconciliation. Il est également urgent de lutter contre l'économie de la drogue, car elle est étroitement liée au financement de l'insurrection. Les efforts en cours devraient être poursuivis et intensifiés. Les progrès réalisés dans le recul de la production d'opium doivent être consolidés.

De fait, on attendra beaucoup du nouveau Gouvernement afghan. Il aura non seulement la possibilité d'élaborer un nouveau programme de coopération, mais aussi d'améliorer la gouvernance et de fournir de meilleurs services à sa population sur le plan socioéconomique. Bien que les capacités des autorités restent limitées et que le risque de violence de la part des insurgés demeure, il est essentiel que le nouveau Gouvernement apporte des changements positifs dans la vie quotidienne du peuple afghan. Il va de soi que l'appropriation nationale est un facteur essentiel au succès d'une telle entreprise. Chaque Afghan doit accueillir à bras ouverts un nouvel Afghanistan. Il est impératif que tous les Afghans participent aux processus politique, social et économique.

Les partenariats entre l'Afghanistan et les États voisins visant à faire face aux problèmes de sécurité et à trouver des solutions mutuellement acceptables aux questions humanitaires continueront d'être un élément essentiel à une paix et un développement durables en Afghanistan. À cet égard, nous saluons l'engagement de l'Afghanistan et des pays limitrophes à contribuer à la sécurité et la prospérité régionales.

Enfin, s'agissant de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, ma délégation estime que celle-ci a encore un rôle à jouer s'agissant d'aider le pays à surmonter les différents défis lancés à sa sécurité et à son développement. Nous nous félicitons du déploiement de la Mission dans d'autres régions du pays et de l'augmentation de ses moyens et ressources. Nous espérons que cela permettra de créer un élan politique en vue d'instaurer rapidement la paix et la stabilité en Afghanistan.

Pour terminer, je tiens à rappeler que l'Indonésie souhaite que l'Afghanistan connaisse la paix, la démocratie et la prospérité. Nous réaffirmons également notre plein appui à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de l'Afghanistan.

M. Goledzinowski (Australie) (*parle en anglais*) : L'Australie se félicite de l'occasion qui lui est offerte d'approuver et de parrainer le projet de résolution de l'Assemblée générale relatif à l'Afghanistan (A/64/L.8), ainsi que de réaffirmer son engagement en faveur des efforts internationaux faits pour édifier un État afghan plus stable et plus sûr.

Nous voudrions tout d'abord saisir cette occasion pour dire à quel point l'Australie est attristée par la mort des membres du personnel de l'ONU tués de façon atroce par les Taliban le 28 octobre dernier à Kaboul. Je suppose que rares sont ceux parmi nous qui ne connaissent pas à titre individuel une personne ayant servi ou servant encore en Afghanistan. Nous appuyons tous les efforts faits pour satisfaire aux besoins sécuritaires du personnel de l'Organisation affecté en Afghanistan, tout en mettant l'Organisation des Nations Unies en mesure de continuer de jouer son rôle indispensable dans l'ensemble du pays.

Notre tâche collective demeure à la fois difficile et urgente alors que la situation en Afghanistan a évolué ces 12 derniers mois, notamment avec une détérioration de la sécurité dans de nombreuses régions du pays. L'année à venir, ou les deux prochaines années, seront décisives pour le succès de l'action menée par les

Afghans, et de la communauté internationale qui les appuie, afin de faire face aux problèmes pressants que rencontre l'Afghanistan. Pour y parvenir, il faut respecter un programme d'action bien défini, de nature à apporter de réelles améliorations dans les domaines prioritaires de la sécurité, de la gouvernance et du développement économique.

L'Afghanistan se trouve à l'heure actuelle à un tournant important. Les difficultés rencontrées au cours de l'élection présidentielle sont bien connues même s'il importe de souligner, comme de nombreux intervenants l'ont fait aujourd'hui, qu'elle s'est déroulée en conformité avec la constitution et dans le respect du processus électoral conduit par les Afghans. Dans une perspective d'avenir, le Président Karzai a pour mission de former un gouvernement en mesure de gagner la confiance de la population afghane par le renforcement de la sécurité en Afghanistan, la lutte contre la corruption et la prestation de services publics efficaces. Par son engagement soutenu en Afghanistan, l'Australie est disposée à collaborer avec le nouveau Gouvernement afghan et d'autres partenaires internationaux en vue d'atteindre ces objectifs.

Il est de plus en plus communément admis que les problèmes auxquels la coalition doit faire face imposent une approche globale qui établisse des liens solides entre les sphères militaire et civile et les considère comme des éléments complémentaires à la poursuite d'un même objectif.

Pour obtenir l'appui du peuple afghan à notre mission, il faudra tout autant réussir à aider les autorités afghanes à fournir les meilleurs services dans le cadre d'une administration saine que remporter des succès sur le champ de bataille. C'est ce qui apparaît dans l'approche de l'Australie face à la situation en Afghanistan, approche qui met l'accent sur l'importance d'un renforcement global des capacités et d'une augmentation de l'aide au développement, en complément à un engagement significatif en ce qui concerne les opérations militaires.

Sur le plan militaire, l'Australie a annoncé en avril dernier une augmentation importante de ses contingents, passant d'un effectif de 1 100 à environ 1 550. Cette augmentation vise essentiellement à appuyer les efforts de formation des forces afghanes dans la province d'Oruzgan, dans le sud du pays, de manière à les doter des capacités nécessaires pour assurer elles-mêmes la sécurité dans cette province. Nous avons ainsi fourni des contingents

supplémentaires afin de former deux nouvelles équipes opérationnelles d'encadrement et de liaison en Oruzgan, qui viennent s'ajouter à l'équipe que nous avons déjà mise en place. L'Australie a également décidé d'apporter un appui logistique supplémentaire par le biais de forces d'appui et d'un élément de protection de la force en Oruzgan, d'autres planificateurs des programmes intégrés et des officiers d'état major, ainsi que 120 soldats pour aider à garantir la sécurité au moment des élections et la sécurité générale dans la province.

L'Australie apporte également une contribution de 200 millions de dollars sur les cinq prochaines années au Fonds d'affectation spéciale de l'Armée nationale afghane. L'apport d'un financement au Fonds d'affectation contribue à l'objectif du Gouvernement australien de mettre en place une Armée nationale afghane autonome, capable de garantir la sécurité de l'Afghanistan. En outre, d'autres agents de la Police fédérale australienne ont été affectés à la formation de membres de la Police nationale afghane, auxquels ils dispensent également des conseils. La Police fédérale australienne assure la formation de la Police nationale afghane au Centre de formation de la province d'Oruzgan et contribue également à la lutte contre les stupéfiants, en luttant contre les formes graves de criminalité organisée, en fournissant des avis stratégiques au Ministère de l'intérieur et en collaborant avec des partenaires internationaux. Elle a également participé à la mise en place d'équipes d'enquêteurs de la Police nationale afghane et à l'élaboration de programmes stratégiques de police.

Outre son action dans le domaine de la sécurité, l'Australie a également contribué de manière substantielle aux activités d'assistance tout aussi importantes dans le domaine civil. Depuis 2001, l'Australie a consacré 600 millions de dollars à l'aide, au renforcement des capacités et à la reconstruction, y compris la promesse faite en juin 2008 d'affecter 250 millions de dollars au développement et à la reconstruction au cours des trois prochaines années.

Grâce aux efforts du groupe spécial des forces de défense australiennes chargé de la reconstruction et des conseillers de l'Agence australienne pour le développement international, l'Australie a déjà achevé un certain nombre de projets de développement importants, notamment dans la province d'Oruzgan, comme par exemple la modernisation d'hôpitaux et de cliniques et la construction de ponts. L'aide australienne a contribué aux efforts menés par le

Gouvernement afghan pour construire plus de 800 écoles et fournir des services de santé de base à près de 80 % de la population.

Nous intensifions notre effort d'aide en faveur du renforcement des capacités et de la prestation de services. Nous allons fournir jusqu'à six experts techniques, qui conseilleront des organismes de prestation de services essentiels, notamment les Ministères de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de la reconstruction rurale et du développement.

L'un de nos principaux objectifs dans le domaine civil est de contribuer à ouvrir la voie à un système de gouvernement plus efficace, plus crédible et plus durable, depuis Kaboul, la capitale, jusque dans les districts. L'Afghanistan a désespérément besoin d'un système national de gouvernement auquel la population fasse confiance et qui soit capable d'assurer les services indispensables dans tout le pays. Sans cela, le risque est que les Afghans déçus se tournent de plus en plus vers les Taliban et les autres forces destructrices, plutôt que vers le gouvernement légitime, pour satisfaire leurs besoins.

Cela étant, l'Australie appuie le renforcement des capacités du Gouvernement afghan aux niveaux central et provincial afin que ce dernier soit en position d'assurer des services de meilleure qualité à la population. En versant 87 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan, l'Australie a contribué à une amélioration sensible des pratiques du Gouvernement afghan en matière de gestion des finances publiques. Cet appui aide le Gouvernement à présenter des budgets transparents et à garantir que les fonds publics sont employés aux fins prévues. Il sert également à la création d'un organisme de contrôle externe chargé de superviser les contributions versées par les donateurs au budget du Gouvernement afghan et au renforcement des fonctions d'achat et d'audit du Ministère afghan des finances.

Dans le cadre de notre contribution au Fonds d'affectation spéciale, nous aidons également le Programme national de solidarité. Dirigé par le Ministère afghan de la reconstruction rurale et du développement, ce programme vise à exécuter des projets d'infrastructure de petite taille mis en œuvre par les communautés locales et à élargir les perspectives économiques offertes au peuple afghan. Quelque 22 000 villages en ont déjà bénéficié, soit 68 % de la population rurale, grâce à la réalisation de

plus de 44 000 projets d'infrastructure, tels que création de systèmes d'irrigation, approvisionnement en eau potable, et construction de centres médicaux, destinés spécifiquement aux communautés rurales.

Les activités de l'Australie en Afghanistan ne sont naturellement qu'une partie du vaste programme entrepris par la communauté internationale pour édifier un avenir meilleur pour le peuple afghan. Au moment où la communauté internationale intensifie ses efforts en Afghanistan, il sera plus important que jamais de disposer de mécanismes de coordination des donateurs efficaces, si nous voulons garantir la transparence et la bonne distribution des ressources.

Dans un environnement aussi complexe, le rôle que joue l'ONU en matière d'organisation en Afghanistan devient sans cesse plus important et plus difficile, et nous tenons à remercier de ses efforts le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide, ainsi que le personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan qu'il dirige.

L'Australie appuie le projet de résolution et nous remercions la délégation allemande de ses efforts pour lui donner corps. Nous nous félicitons en particulier que le projet de résolution appelle à la réforme de l'administration publique afin d'assurer la bonne gouvernance et de demander des comptes, aussi bien au niveau national qu'au niveau local. De même, nous nous félicitons qu'il tienne à ce que le Gouvernement afghan fasse de nouveaux progrès en vue d'établir une administration plus efficace, plus responsable et plus transparente qui mène le combat contre la corruption, et demande l'amélioration de la prestation des services dans des secteurs essentiels tels que l'énergie et l'approvisionnement en eau.

M. Thiebaud (France) : La France s'associe à la déclaration faite par la Suède au nom de l'Union européenne et tient à marquer toute son appréciation à la délégation allemande pour le projet de résolution (A/64/L.8) présenté, auquel la France apporte son coparrainage et son soutien.

Qu'il me soit permis de m'associer aux délégations qui ont exprimé leurs plus sincères condoléances aux familles et aux proches des victimes du récent attentat contre les Nations Unies à Kaboul le 28 octobre.

Nous souhaitons également marquer toute notre sympathie aux familles de tous les personnels civils et militaires qui ont été victimes de leur devoir en Afghanistan, ainsi qu'aux populations afghanes durement éprouvées.

Le processus électoral vient de s'achever. Il nous faut maintenant nous tourner vers l'avenir. Un nouveau gouvernement va bientôt être mis en place. Il devra répondre aux attentes concrètes des Afghans, en termes de progrès dans leur vie quotidienne comme de bonne gouvernance. Il faudra pour cela que le Président Karzai travaille sans relâche au rassemblement de tous les Afghans de bonne volonté.

La France se tiendra aux côtés des Afghans dans cette phase essentielle pour la vie démocratique du pays, qui doit aussi permettre de redéfinir les relations entre l'Afghanistan et la communauté internationale pour les années à venir.

Avec ses alliés et partenaires, la France restera engagée aussi longtemps que nécessaire pour que l'Afghanistan puisse reprendre pleinement son destin en main.

La Présidente par intérim (*parle en russe*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/64/L.8.

J'informe l'Assemblée que depuis la publication du projet de résolution A/64/L.8, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Arabie saoudite, Chili, El Salvador, Émirats arabes unis, Fidji, Maurice, Qatar, Seychelles, Sri Lanka, Tadjikistan, Timor Leste, Togo, Viet Nam et Yémen.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/64/L.8?

Le projet de résolution A/64/L.8 est adopté (résolution 64/11).

La Présidente par intérim (*parle en russe*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 17 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 10.